



JAB  
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 29  
Septembre - September  
Settembre 2010

Tirage/Auflage/Tiratura:  
20'000

# ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

*et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale*

Case postale 148  
1226 Thônex / GE  
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54  
[www.lscv.ch](http://www.lscv.ch)  
Mitgliederbeitrag  
Cotisation Membre  
Quota socio CHF 15.-  
CCP 12-2745-6

Lancement de la pétition contre la consommation de cuisses de grenouilles

## « Non merci ! Pas dans mon assiette »

**Un milliard.** C'est le nombre de batraciens capturés chaque année dans leur milieu naturel pour la consommation humaine. Si la France et les Etats-Unis en sont les principaux importateurs, 8 à 10 millions de grenouilles alimentent le marché suisse, en provenance d'Indonésie et de Turquie. La plus importante quantité est consommée en Suisse romande.

Contenu en Français, p. 2 - 11

Lancierung der Petition gegen den Konsum von Froschschenkeln

## « Nein danke, nicht auf meinem Teller! »

**Eine Milliarde.** So viele Amphibien werden jedes Jahr in ihrer natürlichen Umgebung eingefangen, damit die Menschen sie verzehren können. Frankreich und die Vereinigten Staaten sind die wichtigsten Importeure. Auf den Schweizer Markt gelangen ebenfalls 8 bis 10 Millionen Frösche, die aus Indonesien und der Türkei stammen. Die grössten Mengen werden in der Westschweiz verzehrt.

Inhalt Deutsch S. 12 - 21

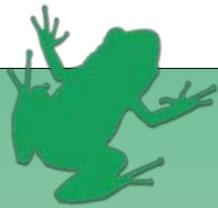
Lancio della petizione contro il consumo di cosce di rana

## « No grazie, non nel mio piatto! »

**Un miliardo.** Tanti sono i batraci catturati ogni anno nel loro ambiente naturale per il consumo umano. Se la Francia e gli Stati Uniti ne sono i principali importatori, tra 8 e 10 milioni di rane alimentano il mercato svizzero, in provenienza da Indonesia e Turchia. La più grossa quantità è consumata in Svizzera romanda.

Contenuto in italiano, p. 22 - 31

## Edito



Chers Membres,  
Chères amies et amis de la Ligue,  
Chers lectrices et lecteurs,

Vous trouverez dans ce journal des informations sur quelques actions en cours et futures de la Ligue. Notre pétition lancée en juin passé contre la consommation de cuisses de grenouilles est toujours à signer. Nous n'avions pas pu la publier dans notre précédent journal, faute de place, mais vous la trouverez en p.10. Elle peut également être téléchargée depuis notre site internet. La date limite de récolte de signatures a été fixée au 31 mai 2011 et la pétition sera déposée à Berne en juin prochain, à l'occasion de la session d'été du Parlement.

**Nos membres sont également invités à participer à notre Assemblée Générale extraordinaire le samedi 18 septembre prochain**, concernant la modification de l'article 14 de nos statuts (p.32). Cette assemblée a dû être organisée à la hâte suite à l'hospitalisation de notre Trésorière du Comité, Marina Zumkeller. Marina avait d'abord occupé le poste de secrétaire du bureau de la Ligue durant plusieurs années. Puis l'âge de la retraite venu en 2007, Maja Schmid a repris –et occupe toujours, ce poste. Ne souhaitant pas cesser totalement son activité auprès de la Ligue, Marina a continué à s'occuper de la comptabilité.

L'hospitalisation de Marina nous attriste, et nous renouvelons nos souhaits pour qu'elle se rétablisse au plus vite. Nous la remercions également pour toutes ces années consacrées à la protection des animaux et pour sa lutte contre la vivisection.

Au niveau organisationnel, la Ligue n'ayant plus fait élire formellement de secrétaire du Comité depuis plusieurs années, la subite cessation des activités de Marina en tant que Trésorière pose problème pour la gestion financière de la Ligue. Nous avions fait valider par la précédente Assemblée générale le droit de signature pour Maja (voir le journal de juin 2010), ce qui avait été accepté à l'unanimité par les membres présents. Mais cette votation n'est pas jugée suffisante par les études notariales au niveau du droit, et plusieurs successions sont actuellement bloquées. Pour nous prémunir à l'avenir de ce type de situation, nous vous proposons une modification de nos statuts permettant d'élargir le droit de signature, tels que proposé. Nous soumettrons également à cette occasion l'élection d'une nouvelle secrétaire du Comité, en la personne de Maja. Nous en profitons pour vous rappeler que nous renouvellerons entièrement le Comité de la Ligue à l'occasion de notre prochaine Assemblée générale en mars 2011. Nous accueillerons avec plaisir toutes nouvelles propositions de candidatures. Nous espérons surtout susciter des émules du côté des régions alémaniques !

Nous espérons vous accueillir nombreux le 18 septembre prochain et dans cette attente, nous vous adressons nos plus cordiales salutations.

Le Comité



### IMPRESSION Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnu d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.– qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

**Publication :** Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV.

**PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Edipress, sur papier recyclé Snow-Print 60 gm<sup>2</sup>

**Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

**Adresse :** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch

**Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.– **CCP 12-2745-6**

**Le bureau est ouvert tous les matins du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et les après-midi du lundi, mercredi et jeudi de 14h00 à 17h00.**

# des expérimentations animales par de

gagement était encore plus dramatique qu'imaginé. L'Office vétérinaire fédéral (OVF) nous répondait le 21 juin 2010 : «Le soutien apporté à la Fondation Recherches 3R est le pilier principal de l'encouragement aux méthodes visant à réduire les expériences sur les animaux. Par ce soutien, la Confédération contribue de manière décisive à réduire le nombre d'animaux utilisés dans l'expérimentation animale, à rendre les méthodes moins contraignantes et finalement à remplacer l'expérimentation animale par d'autres méthodes. A l'heure actuelle, la Confédération ne soutient pas d'autres projets qui poursuivraient des objectifs semblables (...) »

Le ton débonnaire de la réponse de l'OVF et la passivité de la Confédération n'ont rien d'étonnant. Pour les obliger à réellement soutenir les méthodes substitutives, il faudrait soit une pression du public, soit une intervention du Parlement.

Au niveau du public, la Ligue et d'autres organismes s'emploient depuis quelques années à informer sur l'intérêt de ces méthodes. Mais le thème est complexe et il est actuellement illusoire d'imaginer une mobilisation sur ce sujet.

Au niveau du Parlement, il est plus aisément d'agir. Pour peu que l'on suscite suffisamment d'intérêt de la part de nos élus politiques. La fin

de notre campagne d'affichage coïncidant avec le début de la session d'été du Parlement (31 mai au 18 juin 2010), nous avons envisagé une conférence à l'attention des Parlementaires. Nous avons proposé d'organiser cette conférence par le biais du KTT<sup>(1)</sup>, qui regroupe les représentants de protection des animaux des commissions cantonales sur l'expérimentation animale, auquel deux représentants de la Ligue participent. Luc Fournier a présenté le projet à l'occasion d'une séance du KTT à Berne le 28 avril 2010 et celui-ci a été accepté. Proposition a été faite que Luc contacte la Conseillère nationale Bâloise Maja Graf pour lui soumettre le projet de conférence. Maja Graf l'a alors avisé qu'elle préparait déjà une interpellation au Parlement sur l'activité de la Fondation Recherches 3R (lire p.4). Décision a été prise d'attendre la réponse du Conseil fédéral et d'organiser plutôt une intervention au Parlement à l'occasion de la session d'automne qui se déroulera du 13 septembre au 1er octobre prochain. Entre temps, suite à la démission au mois d'août des deux membres du Conseil fédéral, il est probable que la session d'automne soit principalement rythmée par les nouvelles élections, ce qui repousserait notre projet à fin novembre, à l'occasion de la session d'hiver. Ce décalage peut malgré tout être positif. Il nous laisserait le temps de mieux préparer notre intervention et surtout, le temps de démarcher des Conseillers nationaux romands pour nous assurer de leurs appuis. A ce jour, seuls des élus alémaniques soutiennent cette action...

## Le Comité de rédaction

<sup>(1)</sup> KTT (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen). Celui-ci regroupe les membres actifs de protection des animaux siégeant dans les commissions des cantons de Bâle, Zurich, Berne, Vaud, Genève et Fribourg.



- Statistiques des expériences sur les animaux en Suisse en 2009

## Enfin une baisse

Selon les statistiques publiées le 29 juin 2010 par l'Office vétérinaire fédéral (OVF), 706'104 animaux ont été utilisés dans des expériences en Suisse en 2009. Après une dizaine d'années de hausses consécutives, le nombre d'animaux utilisés vient enfin de diminuer un peu.

80% des animaux utilisés sont des rongeurs. Ce sont également eux, avec les poissons (utilisés en éco-toxicologie) qui subissent les expériences les plus douloureuses (gradation 3). 384 primates ont été utilisés (7 en gradation 3), ainsi que 716 chats et 5'399 chiens. Le bétail a également été inclus dans de nombreuses expériences, avec 5'475 bovins, 5'320 porcs, 2'389 chevaux et ânes, et 1'789 moutons et chèvres utilisés.

3'329 expériences étaient en cours de validité en 2009 et 1'051 nouvelles autorisations d'expérimentations animales ont été délivrées par les cantons, ce qui représente une augmentation de 19% par rapport à l'année précédente. 10 demandes d'expériences ont été refusées, dont 6 par le seul canton d'Argovie (qui a délégué au canton de Bâle l'étude et le contrôle de ses expériences).

Les statistiques complètes peuvent être consultées sur le site Internet de l'OVF à l'adresse suivante : [www.tv-statistik.bvet.admin.ch](http://www.tv-statistik.bvet.admin.ch)



## Le FNS tombé sur la tête

Organisme de soutien public le plus important en Suisse pour la recherche médicale avec 280 millions de francs de subsides distribués, le Fond national suisse pour

la recherche scientifique (FNS) est également un fervent soutien à la recherche sur les animaux. De nombreux scientifiques ont dû tomber de leurs chaises à la lecture du numéro de juin 2010 de *horizons*, revue du FNS, qui nous avait jusqu'à présent plutôt habitués à vanter les énièmes résultats issus d'expérimentations animales «pouvant ouvrir de nouvelles voies thérapeutiques».

«Une alternative à la vivisection» titrait l'article relatant la dernière remise du prix Naef. Que *horizons* parle enfin (après 10 ans d'existence) du prix Naef est déjà assez surprenant. Mais qu'elle ose parler de «vivisection» l'est plus encore, ce mot étant depuis longtemps banni des milieux de la recherche, tant sa connotation est négative auprès du public.

► Curia Vista - Objets parlementaires

# Fondation Recherches 3R. Quo vadis?



## 10.3576 – Interpellation

Déposé par : Graf Maya

Date de dépôt : 18.06.2010

Déposé au : Conseil national

Etat des délibérations : Non encore traité au conseil

### Texte déposé

Je prie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

- 1. Comment vérifier la réalisation des objectifs et l'exécution des prestations de la Fondation Recherches 3R ?**
- 2. Quels critères ont été définis pour déterminer si un projet a été achevé avec succès ?**
- 3. Les prestations et la réalisation des objectifs de la fondation sont-elles systématiquement contrôlées ou font-elles l'objet d'un suivi ? Dans l'affirmative, quelle forme prend ce contrôle ou ce suivi ?**
- 4. Quels bénéfices concrets retire la protection des animaux des activités de la fondation ? Comment les critères utilisés pour mesurer ces bénéfices ont-ils été définis ?**
- 5. En quoi les prestations de la fondation et les projets qu'elle approuve aident-ils concrètement les animaux de laboratoire ?**
- 6. Qu'entend faire la fondation pour faire face à l'augmentation du nombre de demandes et pour soutenir davantage de projets ?**
- 7. A combien s'élèvent les besoins financiers de la fondation pour soutenir chaque année au moins 50 % des projets qui lui sont soumis ?**
- 8. Qu'entend faire concrètement la fondation pour mieux soutenir la mise en oeuvre et la durabilité des projets qu'elle approuve ?**

### Développement

La Fondation Recherches 3R a pour but de promouvoir la recherche de méthodes de substitution à l'expérimentation animale. Elle soutient avant tout des projets destinés à découvrir de nouvelles méthodes ou à développer des méthodes existantes (validation de méthodes) pouvant apporter des améliorations concrètes selon le principe des 3 R (réduction, raffinement, remplacement).

En 2008, la fondation a reçu des contributions s'élevant à 850 000 francs (425 000 francs de la Confédération et 425 000 francs de l'association Interpharma). Cette année-là, toutefois, les soutiens aux projets n'ont atteint que 555 000 francs, faisant augmenter la somme des contributions non utilisées à fin 2008 à 560 000 francs.

En 2010, seulement 500 000 francs sont disponibles pour des projets. Alors que le nombre de demandes de soutien est globalement en augmentation depuis 2001 (15 demandes en 2001, 13 en 2002, 25 en 2003, 24 en 2004, 17 en 2005, 23 en 2006, 14 en 2007 et 28 en 2008), le nombre de projets approuvés est stable (de 4 à 6 par an). Voilà qui soulève un certain nombre de questions. Il est difficile de dire quels projets soutenus par la fondation ont permis chaque année à des animaux d'échapper à des expérimentations et combien d'animaux étaient concernés.

### Cosignataires (7)

Birrer-Heimo Prisca, Donzé Walter, Ingold Maja, Jans Beat, Moser Tiana Angelina, Stump Doris, Zisyadis Josef

[http://www.parlement.ch/f/Suche/Pages/geschaefte.aspx?gesch\\_id=20103576](http://www.parlement.ch/f/Suche/Pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20103576)

### Fonctionnement de notre Parlement

Pour les personnes qui ne connaissent pas le fonctionnement de nos institutions, en voici une brève explication :

#### Les conseils

L'Assemblée fédérale suisse constitue ce qu'il est convenu d'appeler un parlement de milice. Les députés sont tenus de siéger quatre fois par an pendant les trois semaines que dure chaque session ordinaire de l'Assemblée fédérale (auxquelles s'ajoutent, le cas échéant, les sessions extraordinaires et les sessions spéciales), de participer dans l'intervalle à nombre de séances de commissions, de groupes parlementaires ou de groupes de travail, et enfin de se consacrer à la nécessaire préparation des dossiers.



#### Le Conseil national

Représentant le peuple, le Conseil national compte 200 sièges. Chaque canton constitue une circonscription électorale qui élit au moins un député, même si sa population est inférieure à la moyenne nationale d'habitants pour un siège, qui est actuellement de 36'000 habitants. Les conseillers nationaux sont élus au scrutin proportionnel.

#### Le Conseil des États

Représentant les cantons, le Conseil des États compte 46 sièges répartis à raison de 2 sièges pour chacun des 20 cantons et d'un siège pour chacun des demi-cantons (Obwald, Nidwald, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Appenzell Rhodes-Extérieures et Appenzell Rhodes-Intérieures). Ainsi Zurich, qui compte 1 million d'habitants, élit deux conseillers aux États, tout comme Uri qui a moins de 36'000 habitants.

#### L'Assemblée fédérale (Chambres réunies)

Assemblée constituée des deux conseils convoqués par la conférence de coordination siégeant sous la présidence du président du Conseil national. Les conseils siégent également en Chambres réunies à l'occasion d'événements particuliers, notamment lors des déclarations du Conseil fédéral.

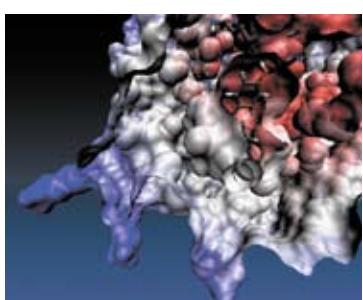
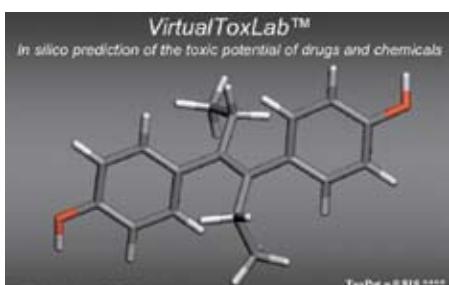
► Alternatives à l'expérimentation animale

# VirtualToxLab

Ou quand l'informatique remplace avantageusement l'expérimentation animale

**L'institut de recherche suisse Biographics Laboratory 3R, situé à Bâle, a développé le logiciel VirtualToxLab. Ce laboratoire virtuel *in silico*, permet de prédire dans un court laps de temps - quelques heures - la toxicité de produits pharmaceutiques, composés chimiques et substances naturelles.**

Il se base sur la modélisation des interactions qui se produisent entre la substance à tester (par exemple un médicament) et une douzaine de protéines présentes dans les cellules du corps humain, connues pour déclencher des effets néfastes pour l'organisme lorsqu'elles interagissent avec certaines substances. Une forte affinité de la molécule testée pour une de ces protéines laisse généralement présager un effet toxique. Etant donné qu'à l'heure actuelle la majorité des tests de toxicité sont toujours réalisés *in vivo*, une utilisation plus répandue de ce type d'outils permettrait d'épargner la vie de milliers d'animaux. Ce logiciel peut en outre apporter un grand bénéfice à la recherche biomédicale. Chaque année, des milliers de substances présentant un intérêt potentiel pour la recherche médicamenteuse sont testées et il arrive fréquemment qu'une substance de prime abord prometteuse s'avère au bout du compte toxique et que les recherches doivent être interrompues. L'utilisation d'un logiciel tel que VirtualToxLab permettrait donc de tester ces molécules avant même leur synthèse en laboratoire et d'éliminer d'entrée celles qui présentent un potentiel toxique.

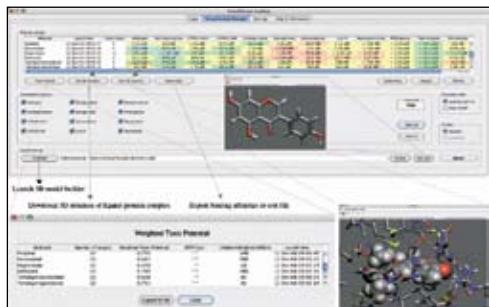


Un autre large domaine d'application concerne les produits chimiques : dans le cadre de la législation européenne REACH visant à tester la toxicité de 30'000 substances chimiques, le prof. Angelo Vedani, fondateur de Biographics Laboratory 3R, considère que les substances concernées pourraient être testées avec VirtualToxLab afin d'identifier les composés les plus toxiques *in silico* et d'éviter ainsi leur test ultérieur sur des animaux. Pour que cela soit possible, il faudra toutefois que la méthode soit auparavant reconnue et validée par les organismes de réglementation.

Depuis 2007, VirtualToxLab est mis à disposition de toute organisation active dans le domaine scientifique. Il est accessible via Internet moyennant une redevance modeste pour les universités, les associations environnementales à but non lucratif et les agences gouvernementales. Les industries peuvent également en profiter, pour un prix toutefois plus élevé. A l'heure actuelle, plus de 2'500 produits ont été testés et tous les résultats sont visibles sur le site Internet [www.virtualtoxlab.org](http://www.virtualtoxlab.org).

Christel Forré

Article tiré du numéro 3/2009 de la revue ALTEX



## Prochains salons où la LSCV tiendra un stand

Samedi 25 et dimanche 26 septembre 2010

### 9e fête de la Bio et du bien-être à Evian (F)

Lieu : Salle Passerat, route des Tours, 74500 Evian les Bains

Heures d'ouverture : samedi et dimanche : 9h00 – 18h00

Entrée et parking gratuits

La LSCV sera présente pour la première fois à ce salon. Nous remercions sincèrement l'organisateur du salon, M.Eugène Herrero (dont la société Callyopé - l'Arche Bleue figure sur notre liste de cosmétiques non testés sur les animaux depuis plusieurs années) pour avoir mis gracieusement un emplacement à notre disposition. Répartis sur 1200 m<sup>2</sup>, 120 stands et ateliers proposeront divers produits bio, thérapies alternatives etc. Des conférences sont prévues et un restaurant bio sera à disposition des visiteurs tout le week-end.

Samedi 16 et dimanche 17 octobre 2010

## ANIMALIA

16e Salon international d'animaux de compagnie

Lieu : Palais de Beaulieu, Lausanne (VD)

Heures d'ouverture : samedi et dimanche : 9h00 – 18h00

La LSCV sera présente pour la quatrième année consécutive à ce salon. Avec plus de 20'000 visiteurs, il s'agit de la plus importante exposition animalière en Suisse. Cette année, nous avons notamment prévu d'exposer une partie des affiches reçues à l'occasion de notre concours «Pour le remplacement des expérimentations animales par de nouvelles méthodes substitutives».

Nous espérons vous accueillir nombreux sur notre stand à l'occasion de ces deux salons. Des membres du Comité seront présents pour répondre à vos questions sur le fonctionnement de la Ligue et sur nos actions en cours.

## Nouveau véhicule pour la LSCV

Jusqu'à présent, lorsque notre participation à des stands ou manifestations nécessitait le déplacement de matériel important, nous faisions appel à une agence de location de véhicules. Au fil des années, notre matériel d'exposition s'est développé. Nous avons notamment conçu des modules d'expositions et vitrines, nous permettant de présenter au public l'utilisation de plusieurs méthodes substitutives. Le chargement et déchargement de ce matériel nécessitait beaucoup de manutention et prolongeait inutilement le travail de nos bénévoles déjà occupés à tenir un stand durant toute une journée ou un week-end. Décision a été prise par le comité d'acquérir un des véhicules loués. C'est chose faite, et l'intérieur du fourgon sera prochainement aménagé pour contenir tout notre matériel de stands et d'exposition. L'objectif est d'en faire un véhicule itinérant, permettant la tenue de stands d'informations dans toute la Suisse. **Ce fourgon est également à la disposition de chaque membre souhaitant tenir un stand.** Toute personne intéressée peut contacter le bureau de la Ligue, aux jours et heures indiqués dans l'impressum.



► Genève - Commission consultative pour la protection des animaux (CCCPA)

## Pour une vraie transparence dans la détention des animaux à Genève

**Nous avions évoqué dans notre rapport d'activité 2009 (voir journal mars 2010) le souhait de l'autorité cantonale genevoise de supprimer l'activité de contrôle de la CCCPA. Ce souhait s'est concrétisé le 5 mai 2010, lorsque le Département des affaires régionales de l'économie et de la santé (DARES), en charge des affaires vétérinaires, a mis en consultation son projet de nouveau règlement d'application de la loi fédérale sur la protection des animaux.**

La possibilité pour les membres de la CCCPA d'effectuer des contrôles dans les exploitations détenant des animaux ? Supprimée. La seule compétence accordée à cette commission était le droit de « prendre connaissance de l'activité opérationnelle du service relative à la protection des animaux » (sic !)

Pour justifier la fin de la CCCPA, le DARES mentionnait « un avis de droit de l'OVF rendu le 8 juin 2009 », déclarant l'activité de la CCCPA non conforme avec « les nouvelles dispositions fédérales sur la protection des animaux ».

La Ligue a alors interpellé l'Office vétérinaire fédéral (OVF) le 14 mai 2010. Celui-ci répondait n'avoir jamais émis d'avis de droit, mais une simple prise de position « répondant ainsi à trois questions qui lui avaient été soumises par le vétérinaire cantonal » !

Le 19 mai 2010, la Ligue interpellait à son tour la direction générale du DARES, dénonçant la rédaction trompeuse de l'exposé des motifs du règlement, concluant :

« Le DARES ne peut faire état d'aucune base législative justifiant la suppression de l'activité de contrôle de la CCCPA. La rédaction de l'exposé des motifs motive la fin des activités de la CCCPA en raison du droit fédéral, alors qu'il ne s'agit que d'une décision politique. Bien que le DARES ait été avisé le 6 mars 2010 du renoncement de l'OVF à se prononcer sur la compatibilité (de la CCCPA) avec la nouvelle OPA, il est particulièrement choquant qu'il fasse état d'un avis de droit inexistant dans son exposé des motifs pour justifier la nécessité de nouvelles dispositions ». Le DARES était « vivement invité » à retirer son projet de règlement.

Face à l'absence de réaction du DARES et sa volonté de maintenir son projet, la Ligue a compilé une partie des documents traitant de l'activité de la CCCPA, acheté le nom de do-

maine [www.cccpa.ch](http://www.cccpa.ch) et créé un site internet décrivant le fonctionnement de la commission, mais également les manœuvres mises en place depuis deux ans par l'autorité cantonale pour permettre la suppression de ses activités. La mise en ligne des documents s'est faite le 31 mai 2010, accompagnée de l'envoi d'un communiqué à tous les députés du Grand Conseil de ce canton. Des annonces payantes ont ensuite été diffusées dans la presse durant plusieurs jours, à partir du jeudi 10 juin. Le 11 juin, le service juridique du DARES appelait la Ligue pour proposer une rencontre entre les parties.

La rencontre a eu lieu le 1er juillet, dans les locaux du DARES, lequel était représenté par la direction générale du département, le vétérinaire cantonal, sa hiérarchie et le service juridique. Du côté de la protection des animaux, Luc Fournier, membre de la CCCPA représentait la LSCV, Anouk Thibaud représentait le refuge de Darwyn. A l'occasion de cette entrevue, le DARES a fait part de son irritation quant au mode de communication choisi par la Ligue, reprochant notamment « les attaques personnelles à l'encontre du vétérinaire cantonal ». De notre côté, nous partageons parfaitement son point de vue. Constatant que le rapport avec l'autorité cantonale se dégradait, nous avions sollicité à partir de mai 2009 et à plusieurs reprises, une entrevue avec le DARES, sans obtenir satisfaction. Il est tout à fait regrettable qu'une fois encore, il soit nécessaire de se lancer dans ce type d'actions pour être entendu. Et si le DARES regrette le contenu de nos attaques, il en porte la responsabilité et ne peut s'en prendre qu'à lui-même. A être dépositaire d'une autorité, certains imaginent ne pas avoir

à justifier leur comportement et pouvoir prendre des décisions ne favorisant que leurs propres intérêts ou ambitions. Il est alors légitime que la société civile utilise les moyens démocratiques à sa disposition pour rendre publics les cas dont elle a connaissance.

Quoiqu'il en soit, l'issue de cette entrevue semble avoir été positif puisque le DARES, qui a indiqué être prêt à revoir sa position, a sollicité de la Ligue un nouveau projet de règlement permettant la poursuite des contrôles de la CCCPA. Nous avons mandaté un cabinet d'avocat spécialisé en droit administratif pour contrôler le contenu et mettre en forme notre projet, qui a été envoyé au DARES en date du 23 juillet 2010.

Des informations sur la prise en compte de nos propositions devraient nous être communiquées d'ici la fin de l'été. Nous vous tiendrons informés de la suite de ce dossier dans notre prochain journal

Le Comité de rédaction



## Rôle et représentations de la CCCPA

Le règlement d'application M 3 50.02 précise le fonctionnement de la CCCPA. Au 1er janvier 2010, elle était composée des 9 membres suivants (un poste de représentant de protection des animaux est vacant) : 1 représentant de protection des animaux (LSCV), 1 représentant des sociétés de dressage de chiens, 2 représentants des milieux agricoles, 1 représentante des éleveurs de chats, 1 représentante des commerces zoologiques, 2 représentants de la société genevoise des vétérinaires, 1 zoologue.

### Intérêt de la CCCPA

Il réside dans la représentation de ses membres et dans le droit de regard dont elle bénéficie pour effectuer ses contrôles, en toute indépendance de l'autorité cantonale. La diversité de la représentation de ses membres permet un large échange de points de vue lorsqu'une situation critique est constatée. Elle permet aux commissaires d'adopter une position commune satisfaisante et d'en faire part à leurs représentations.

### Organisation des contrôles de la CCCPA

Selon les listes fournies par l'autorité cantonale, les membres organisent librement leurs contrôles. Ceux-ci s'effectuent sans préavis et par groupes de deux commissaires.

La CCCPA contrôle les exploitations détenant des animaux de rente, les éleveurs ou manèges détenant des chevaux, la détention de la volaille et des lapins, les chenils, chatteries, jardins d'aventures, commerces et parcs zoologiques.

# Prise de position LSCV

Plusieurs procédures de consultation ont été diffusées par l'Office vétérinaire fédéral (OVF) et l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) entre mai et août 2010. Parmi celles-ci, la LSCV a émis des prises de position sur les lois et l'ordonnance suivantes :

## 1. Révision de la loi sur les épizooties

Nous avons soutenu la **modification de l'art. 21, alinéa 1, visant à interdire le colportage des chiens**. L'objectif visé étant de supprimer les abus liés à la vente de ces nombreux chiots, principalement importés des pays de l'Est européen. Ces animaux sont achetés dans des élevages dont les femelles doivent mettre bas constamment, sans aucune hygiène ni vaccination. Les chiots sont généralement entassés dans les coffres de voiture pour être vendus en Suisse à bas prix, par le biais de petites annonces diffusées sur internet. Outre les souffrances infligées aux animaux durant leurs transports, beaucoup succombent de maladies diverses quelque temps après leur adoption. D'autres manifestent des troubles du comportement en raison d'un sevrage effectué trop tôt. L'interdiction de ce type de commerce était réclamée depuis longtemps par les organismes de protection des animaux. Et si par la modification de la loi, l'OVF se soucie principalement de limiter les risques de transmission de maladie par ces animaux importés, on peut se réjouir que cette disposition soit également favorable à la protection des animaux.

déposée au Parlement le 20 décembre 2007, chargeait le Conseil fédéral de modifier la LPA pour répondre aux exigences de la motion. Actuellement, la LPA interdit uniquement l'importation de ces peaux. La législation européenne est plus restrictive puisqu'elle interdit, depuis le 31 décembre 2008, le commerce, l'importation et l'exportation des peaux de chats et chiens. La modification de l'art. 14 vise à harmoniser notre législation, en y incluant également les peaux de chiens.

### Art. 20a (nouveau) « Information du public »

La création de ce nouvel article donne la possibilité au Conseil fédéral de communiquer sur le domaine de l'expérimentation animale. Dans son exposé des motifs, l'OVF écrit notamment : « *il convient d'améliorer la communication et la transparence dans le domaine sensible de l'expérimentation animale auquel le public se montre très intéressé* ».

La mise en place de cette communication reste peu claire, la protection des données restant garantie. Il s'agit malgré tout d'un premier pas satisfaisant, en regard de l'absence totale d'informations objectives émanant des milieux de la recherche.

### Modification de l'art. 26 « Mauvais traitements infligés aux animaux »

Les peines prévues en cas de mauvais traitement étaient déjà peu dissuasives, elles le seront encore moins à l'avenir. Suite à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal le 1er janvier 2007, qui remplace les courtes peines d'emprisonnement par des jours-amende ou un travail d'intérêt général, la LPA doit revoir ses dispositions. A titre d'exemple, si des animaux souffrent inutilement lors d'une expérience (voir notre dossier sur les expériences du Dr Bize), en cas de négligence, la législation ne prévoit plus de peine d'emprisonnement «*ou d'une amende de Fr 20'000.- au plus*», mais «*une peine pécuniaire de 180 jours- amende au plus*»...

Dans le cas présent, il n'est malheureusement pas possible de contester la faiblesse des nouvelles sanctions.

### Art. 35b (nouveau)

La création de cet article vise à conférer une base légale au système d'information électronique relatif aux expériences sur les animaux. Pour rappel, la Ligue avait déjà participé à la mise en consultation entre février et avril 2009 de l'ordonnance sur le « *système d'information de gestion des expériences sur animaux (O-SIGEXPA)* », dont l'objectif était de centraliser dans une banque de données toutes les procédures administratives liées à la pratique de l'expérimentation animale. Il s'agissait de réunir des informations sur les demandes d'expé-

## 2. Révision de l'Ordonnance sur les effectifs maximums dans la production de viande et d'œufs (OEM)

Par le biais du VETO (Association Suisse d'organisations de la protection des animaux), la Ligue s'est associée à la prise de position de la Protection suisse des animaux (PSA/STS) pour faire opposition aux nouvelles dispositions prévues par l'ordonnance. Actuellement, une exploitation peut déjà détenir 1'500 porcs à l'engraiss et 18'000 poules. Le nouveau texte prévoit que le nombre maximal d'animaux admis dans ces élevages puisse être doublé en cas de regroupement de deux exploitations, soit totaliser 3'000 porcs et 36'000 poules. Outre l'aspect lié à la protection des animaux, nous avons rappelé que de tels élevages intensifs n'étaient défendables ni d'un point de vue écologique, ni d'un point de vue sanitaire.

## 3. Révision de la loi sur la protection des animaux (LPA)

Plusieurs modifications et ajouts d'articles de loi étaient proposés par l'OVF. Ils concernaient notamment les points suivants :

### Modification de l'art. 10, alinéa 2

#### « Elevage et production d'animaux »

Actuellement, le Conseil fédéral édicte des dispositions sur la production et l'élevage d'animaux. Il peut interdire l'élevage, la production ou la détention d'animaux présentant des caractéristiques particulières, comme des anomalies physiques ou comportementales. Avec la nouvelle disposition proposée, le Conseil fédéral pourra aussi interdire leur

importation, transit, exportation et commercialisation, ce qui empêcherait que de tels animaux puissent être importés ou présentés à des expositions.

### Modification de l'art. 14, alinéa 2 « Commerce international »

Pour rappel, la motion (07.3848) du Conseiller national (PDC/GE) Barthassat « *Interdire le commerce et l'exportation de peaux de chats* »

## Contrôles effectués par la CCCPA

**En 2007, 54 contrôles ont été effectués, soit:** 17 exploitations d'animaux de rente, 16 che�ils et chatteries, 9 parcs zoologiques, 6 commerces et oiselleries, 6 jardins robinson et centre de loisirs. 2 contrôles ont donné lieu à un rapport négatif.

**En 2008, 45 contrôles ont été effectués, soit :** 10 exploitations d'animaux de rente, 16 che�ils et chatteries, 8 parcs zoologiques, 5 commerces et oiselleries, 6 jardins robinson et centre de loisirs. 5 contrôles ont donné lieu à un rapport négatif. A la demande de l'autorité cantonale, la CCCPA a également effectué 2 contrôles suite à des plaintes.

**En 2009,** après une série de 6 contrôles effectués en août, la CCCPA a décidé de suspendre son activité de contrôle en raison de problèmes rencontrés avec le vétérinaire cantonal.

rimentations animales (formulaire A), les rapports intermédiaires, les contrôles effectués par l'autorité cantonale, les préavis des commissions cantonales etc. Quelle n'avait pas été notre surprise de constater que l'OVF avait verrouillé l'accès aux données, les limitant à chaque canton ! De ce fait, si un scientifique déposait une demande d'expérimentation animale, par exemple dans le canton de Berne, il était impossible pour l'autorité et la commission cantonale bernoise de contrôler si une expérience similaire n'était pas déjà en cours dans un autre canton ! Nous avions vivement contesté ces mesures sécuritaires absurdes, qui ne visaient qu'à protéger les intérêts des milieux scientifiques. Aux points 7 et 8 de notre prise de position, nous avions rappelé à l'OVF :

*« Des groupes de recherche peuvent effectuer les mêmes expériences dans des cantons différents sans en avoir connaissance. Il s'agit d'un gaspillage d'animaux. Des groupes de recherche peuvent effectuer les mêmes expériences en utilisant un nombre d'animaux différents. Il s'agit encore d'un gaspillage d'animaux : Entre 2006 et 2007, les publications des groupes de recherche ayant effectué des expériences similaires ont été comparées. Dans de nombreux cas, les expériences effectuées dans certains cantons comprenaient des groupes d'animaux moins élevés. Cela a démontré, notamment :*

- a) qu'il n'y a pas d'uniformisation dans les pratiques cantonales ;
- b) que les chercheurs eux-mêmes ignoraient que ces mêmes expériences pouvaient être effectuées avec moins d'animaux ;
- c) que l'OVF, qui pourtant bénéficie d'une vue d'ensemble sur la pratique expérimentale effectuée par les cantons, n'émet aucune directive, ni n'intervient auprès des cantons pour s'assurer que le plus petit nombre requis d'animaux est utilisé (art.137 OPA). »

Un communiqué de presse commun intitulé « *Plus de transparence sur les expériences sur les animaux dans les laboratoires suisses* » et diffusé par plusieurs organismes de protection des animaux (1) avait également soutenu la transmission de nos prises de position le 14 avril 2009, critiquant notamment l'opacité en vigueur dans le domaine de l'expérimentation animale.

En novembre 2009, à l'occasion d'une journée de formation organisée par l'OVF pour les membres des commissions cantonales sur l'expérimentation animale, nos deux représentants avaient également interpellé les représentants de l'OVF sur l'inutilité de leur projet de banque de données et l'absence de dynamisme de cet office. Celui-ci défendait alors mollement son projet, soutenant le peu d'utilité pour les commissions cantonales d'avoir un accès libre à ces données.

Aussi, quelle ne fut pas notre satisfaction en découvrant l'énoncé de l'art 35 b puisqu'il permet finalement aux commissions cantonales un accès « illimité » aux données enregistrées. Dans son exposé des motifs, l'OVF ose même la formule suivante : « *Donner aux commissions cantonales pour les expériences sur les animaux la possibilité de consulter les demandes d'expérimentation déposées dans les autres cantons, c'est améliorer la protection des animaux dans le domaine de l'expérimentation animale (al.3).* En effet, les informations émanant des autres cantons peuvent être d'une aide précieuse pour les commissions cantonales lorsqu'elles doivent apprécier les demandes d'autorisation qui leur sont soumises ». Reste à savoir si l'élaboration des articles 20a et 35b résulte d'une réelle volonté par l'autorité fédérale d'émettre un peu plus de lumière sur la pratique de l'expérimentation animale. Et surtout, si elle compte à l'avenir se donner les moyens pour s'opposer à toutes ces expériences absurdes qui n'auraient jamais dû être autorisées par certains cantons. Si l'OVF semble être animé d'une réelle volonté de soutenir l'exécution de la législation sur la protection des animaux, il a aussi démontré à plusieurs reprises qu'il manquait singulièrement de courage.

#### Le comité de rédaction

(1) Animalfree Research, Aerztinnen und Aerzte für Tierschutz in der Medizin, Koordination Kantonaler Tierschutz Zürich, Ligue suisse contre la vivisection, Stiftung für das Tier im Recht et le Zürcher Tierschutz

## Estocade à la tauromachie

**Une première brèche dans la pratique de la tauromachie a été ouverte par le Parlement Catalan le 28 juillet 2010. Par 68 votes favorables (55 contre et 9 abstentions), les députés ont accepté la proposition de loi visant à interdire les corridas, issue d'une « Initiative législative populaire» (ILP) qui avait recueilli 180'000 signatures catalanes. Celle-ci réclamait une révision de la loi catalane de protection des animaux qui interdit de tuer ou maltraiter des animaux lors de spectacles publics, à l'exception des courses de taureaux.**

Si l'archipel des Canaries avait déjà interdit la tauromachie en 1991, la décision catalane – qui abrite notamment la Monumental, célèbres arènes barcelonaises, est un véritable coup porté à cette pratique cruelle : Toute corrida y sera prohibée à partir de janvier 2012.

Les milieux taurins, qui craignent maintenant une « contagion » aux autres régions espagnoles, commentent cette décision comme un acte nationaliste, mouvement d'humeur d'une région riche qui rêve de faire sécession du reste de l'Espagne. Si la décision catalane est sans doute en partie un vote de défiance, les multiples sondages réalisés suite à cette votation démontrent un désintérêt toujours plus marqué de la population espagnole pour la corrida. Si une faible majorité d'espagnols s'opposent encore à une interdiction totale de la tauromachie, ils sont aujourd'hui une majorité à s'y désintéresser totalement.

### Barcelone «ville antitaurine»

Le rejet de la corrida en Catalogne est issu d'un processus engagé depuis plusieurs années déjà. En avril 2004, la municipalité de Barcelone se déclare «ville antitaurine». Des dizaines de villes catalanes lui emboîtent le pas et les arènes sont fermées les unes après les autres. Les organismes de protection des animaux multiplient les actions devant la place Monumental de Barcelone, dernières arènes à organiser des corridas. Manifestations, défilés de militants couverts de peinture rouge pour évoquer la barbarie de ces spectacles, des actions sont régulièrement menées pour sensibiliser la population sur la cruauté des corridas. En 2009, sur les 900 grandes manifestations taurines organisées en Espagne, seules 16 l'ont été en Catalogne.

### Ambassadeur mondial des corridas

Pour sa première corrida espagnole, le Mexicain Arturo Macias s'était fait proprement encorné la jambe droite le 13 mars dernier à Valencia. Deuxième corrida et deuxième encornage un mois plus tard à Séville. Trois jours avant le vote catalan, le Mexicain a une nouvelle fois brillé dans les arènes en se faisant à nouveau encorner, au moment de l'estocade. Bien qu'ayant réussi à se débarrasser de cet individu qui le transperçait de piques acérées, le taureau a été misérablement abattu. Quant au Mexicain, transporté à l'hôpital, «ses jours ne sont pas en danger».



Dernier encornage pour Arturo Macias le 25 juillet 2010, dans l'arène d'El Puerto de Santa María.

► Lancement de la pétition contre la consommation de cuisses de grenouilles

# « Non merci ! Pas dans mon assiette »

**Un milliard. C'est le nombre de batraciens capturés chaque année dans leur milieu naturel pour la consommation humaine. Si la France et les Etats-Unis en sont les principaux importateurs, 8 à 10 millions de grenouilles alimentent le marché suisse, en provenance d'Indonésie et de Turquie. La plus importante quantité est consommée en Suisse romande.**

## Déséquilibre écologique

Chassées durant la nuit, les grenouilles sont capturées avec des filets ou des crochets et empilées par centaines dans des sacs. Beaucoup meurent durant le transport. Elles auront eu plus de chance que leurs congénères qui seront découpées vivantes. Séparés des pattes, les troncs sont jetés dans des bacs, ou les animaux agonisent encore plusieurs minutes.

90% des cuisses de grenouilles importées en Suisse proviennent d'Indonésie et sont livrées congelées. Avec une production annuelle de 5'000 tonnes, l'Indonésie est le premier exportateur mondial. Le prélèvement d'un aussi grand nombre de batraciens provoque un important déséquilibre écologique, sans pour autant que quelque chose soit fait, ne serait-ce que pour limiter les captures. La prolifération d'insectes, vecteurs de maladie, affecte la santé de la population et les cultures nécessitent l'emploi toujours plus important d'insecticides.

## Des actions contre la consommation des cuisses de grenouilles



La Société vaudoise pour la protection des animaux (SVPA) avait déjà lancé une campagne d'annonce dans la presse, contre ce commerce, en novembre 2009.

Le 11 décembre suivant, c'était la Conseillère nationale bâloise Maya Graf (Vert) qui déposait au Parlement fédéral une interpellation (09.4290) sur ce thème. Elle rappelait que selon les statistiques de l'administration fédérale des douanes « 150 tonnes de cuisses de grenouilles sont importées chaque année en Suisse. Cela représente 7,5 à 10 millions d'animaux par an. Seules les pattes arrière de la grenouille sont mangées. Le reste, environ 80 % est considéré comme des déchets. Pour un petit repas, il faut sacrifier 6 grenouilles ».

La conseillère nationale sollicitait du Conseil fédéral des réponses aux questions suivantes : « Combien de grenouilles vivantes sont actuellement importées et sacrifiées en Suisse afin d'y être consommées ? Selon le Conseil fédéral, le transport de grenouilles vivantes aux seules fins culinaires est-il justifié ?

Selon quelles méthodes les grenouilles sont-elles étourdiées et tuées dans les abattoirs en Suisse et à l'étranger ?

Parrapport à la totalité des grenouilles importées en Suisse pour y être consommées, quelle est

la part des animaux d'élevage ? Comment est-il possible d'élever de telles quantités de grenouilles qui se prêtent à la consommation ? Dans quels pays se situent ces élevages et dans quelles conditions les grenouilles y sont-elles détenues ? Qui contrôle ces élevages et comment s'effectuent les contrôles ?

Des millions d'animaux sont capturés dans la nature « pour la fine bouche », ce qui met encore plus en péril les populations d'amphibiens, qui sont déjà menacées. Qu'en pense le Conseil fédéral ? Que propose le Conseil fédéral pour diminuer les importations et la consommation de grenouilles ?

Le 3 février 2010, le Conseil fédéral apportait les réponses suivantes :

« Environ 450 000 grenouilles vivantes sont importées chaque année en Suisse pour y être abattues (principalement en provenance de la Turquie). Les cuisses de grenouilles sont des denrées alimentaires d'origine animale. Lorsque les exigences légales sont respectées, les transports de grenouilles vivantes - tout comme, en général, des animaux vivants destinés à la production de denrées alimentaires - sont acceptables. En Suisse, les grenouilles vivantes sont généralement soumises à un refroidissement à basse température avant d'être décapitées. L'efficacité du refroidissement pour supprimer la sensibilité des grenouilles à la douleur n'a pas encore fait l'objet d'une étude scientifique approfondie. Des abattoirs à l'étranger utilisent la même méthode. Dans certains cas, les grenouilles sont étourdiées à l'électricité avant d'être décapitées.

Les grenouilles vivantes qui sont importées en Suisse ont été capturées dans la nature. La part des grenouilles spécialement élevées pour la production de denrées alimentaires est inconnue. La consommation de cuisses de grenouilles relève de la responsabilité personnelle de chacun. Aussi longtemps que la législation sur la protection des animaux et celle sur les denrées alimentaires sont respectées, le Conseil fédéral ne voit pas la nécessité de prendre des mesures. »

A l'origine des informations communiquées à Maya Graf, le Centre de coordination pour la protection des amphibiens et des reptiles de Suisse (KARCH), rappelle que les actions lancées au Parlement fédéral contre le commerce de cuisses de grenouilles se sont toujours heurtées à une forte opposition des élus romands.

Le Conseil fédéral motive également son



Diffusé le 9 avril 2010 à la télévision suisse romande, le reportage dévoilait les misérables conditions de transports et de détentions des grenouilles importées vivantes depuis la Turquie pour être abattues à la « Pisciculture des enfers », au Locle (NE)



L'employé de la pisciculture décapite « 1600 grenouilles à l'heure ». Est-ce qu'elles souffrent ? « Non, je ne pense pas »



Les grenouilles sont saignées et découpées. Seules les pattes arrière seront consommées. Le reste, le 85% du corps, sera incinéré comme déchet.

inaction au motif que « la consommation de cuisses de grenouilles relève de la responsabilité personnelle de chacun ». Voici donc une bonne raison de signer et de faire signer autour de vous cette pétition. Nous espérons la déposer à la chancellerie fédérale avec le plus grand nombre de signatures possibles. Car non, la consommation de cuisses de grenouilles n'est pas le souhait de la majorité des romands, mais seulement celui d'un petit nombre d'entre eux. Et ce commerce qui procure autant de souffrances et crée un déséquilibre écologique, et ceci pour un aussi petit plaisir, peut être supprimé, sans regret !



# Pétition

## Cuisses de grenouilles: Non merci ! Pas dans mon assiette

**En Suisse, 150 tonnes de cuisses de grenouilles sont importées chaque année d'Indonésie pour la consommation, nécessitant l'abattage de 8 millions d'animaux.  
500'000 grenouilles sont également importées vivantes depuis la Turquie.**

Elles sont capturées dans la nature et expédiées en Suisse dans des cagettes à basse température, sans aucun contrôle sanitaire. Elles sont acheminées dans des piscicultures pour y être abattues. On leur sectionne d'abord la tête, puis on les retourne pour leur couper les pattes arrières avec des ciseaux pointus. Les têtes et les troncs sont ensuite incinérés. C'est reconnu et autorisé. Ce petit plaisir pour quelques-uns peut cependant devenir lourd de conséquences. En Indonésie, l'exportation massive de batraciens a créé un déséquilibre écologique considérable, favorisant la multiplication d'insectes, vecteurs de maladies pour la population. Les agriculteurs sont également contraints d'acheter des insecticides pour protéger leurs récoltes. Pour cette raison, l'Inde a interdit l'exportation de ses grenouilles.

**En toute connaissance de cause, je demande l'interdiction de l'importation des batraciens pour leur consommation. Je m'engage à respecter les grenouilles indigènes et leur environnement. Grâce à ces mesures, je souhaite protéger leur rôle écologique pour l'écosystème.**

	Nom, prénom	Adresse complète	Signature
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

**Délai de récolte des signatures : 31 mai 2011.** Lancement de la pétition: 1er juin 2010. Peuvent signer une pétition : Toute personne sans distinction d'adresse, nationalité ou âge. Pour le retour des pétitions ou pour en obtenir des exemplaires supplémentaires : LSCV, CP 148, CH - 1226 Thônex • T 022 349 73 37 • admin@lscv.ch • www.lscv.ch

Pétition soutenue par :



**Initiée par Sylvie Benoît, c'est également elle qui assure le suivi de cette pétition. Explication sur la genèse de cette action :**

« La motivation à lancer cette pétition fait suite à la diffusion début avril, sur la télévision romande, d'une émission sur l'importation et le commerce des cuisses de grenouilles. On y voyait notamment des grenouilles importées vivantes, conditionnées et abattues dans une pisciculture du Locle. J'ai reçu beaucoup de téléphones de personnes indignées, demandant que la Ligue agisse contre ce commerce. J'ai pris contact avec le service vétérinaire neuchâtelois, qui m'a confirmé que l'importation et l'abattage de ces animaux était tout à fait légal en Suisse. En continuant mes recherches, je me suis intéressée aux quantités importées. En entendant parler de « tonnes », j'ai eu de la peine à y croire. Car il en faut des cuisses de grenouille pour en avoir une tonne ! Lorsque j'ai su la quantité de cuisses importées, j'étais abasourdie. 150 tonnes rien que pour la Suisse, ce qui représente des millions de grenouilles ! Essayez de poser la question autour de vous, personne n'imagine ni le nombre d'animaux, ni le désastre écologique que provoque la capture de tous ces batraciens. Il est probable que même les amateurs de cuisses de grenouilles n'en ont pas conscience. Il est d'ailleurs assez hypocrite de tolérer ce type de commerce pour un simple « plaisir culinaire », alors que dans notre pays, la capture de grenouilles y est strictement interdite ! L'alimentation est un aspect de la civilisation et, je veux le croire, de son évolution. Par le choix que nous faisons tous, nous pouvons faire pencher la balance. Le problème des grenouilles nous concerne tous car il est planétaire. Par notre bouche, nous sommes en train de détruire des animaux utiles à leur environnement. Par notre ignorance, nous perpétuons des traditions alimentaires nuisibles. Si la souffrance de ces batraciens, de leur capture dans leur environnement jusqu'à notre assiette, était vue par les amateurs de cuisses de grenouilles, je doute qu'il en resterait beaucoup pour continuer à en consommer. C'est une des raisons pour laquelle nous avons décidé de lancer cette pétition ».



#### ► Expérimentations animales

## Disparition des grenouilles en Egypte

**Alors que la population humaine explose en Egypte, d'autres êtres vivants sont menacés. Les grenouilles vivaient en grand nombre dans les eaux du Nil et leurs coassements ont toujours été entendus partout dans le pays. Mais depuis quelques années, ce bruit a pratiquement disparu.**

Le Dr. Samy Zalat, professeur en diversité biologique et en biologie évolutive au Ministère de l'Environnement a été le premier à reconnaître le problème. Il explique que ces batraciens sont exposés à plusieurs menaces. Il cite l'explosion de la population, qui a largement anéanti son habitat naturel, ainsi que l'utilisation des pesticides, qui finissent dans les égouts et empoisonnent ou mutilent ces animaux. D'autres prédateurs tels que les serpents, les lézards et même les oiseaux mettent également en danger les grenouilles. Le plus dangereux est peut-être l'écrevisse de Louisiane (*Procambarus clarkii*). Ce crustacé, originaire d'Amérique du Sud, a infesté le Nil et se nourrit principalement de têtards, ce qui perturbe fortement l'écosystème. Mais le Dr. Zalat annonce : « Le vrai problème, c'est la capture intensive de grenouilles pour les dissections dans les universités en Egypte ».

### Travaux pratiques et dissections

L'animal le plus disséqué en Egypte est certainement la grenouille. Sa capture est facile et son stockage peu coûteux. De plus, sa morphologie est très similaire à celle de la plupart des mammifères. Toutes les universités égyptiennes donnent des cours de dissection dans les facultés de médecine et de pharmacologie. Selon une étude menée par le Dr. Zalat, les étudiants des différentes facultés dissèquent environ quinze grenouilles par an. « Considérant qu'il y a en moyenne 6000 étudiants dans chaque collège scientifique, en plus des treize universités publiques qui possèdent chacune plusieurs facultés scientifiques, le nombre de grenouilles disséquées chaque année est estimé à 1,1 million » explique le Dr. Zalat.

De plus, toutes les grenouilles ne sont pas utilisées. Il y en a qui sont trop petites et d'autres qui meurent pendant la capture ou la détention. Selon le Dr. Zalat, on peut donc évaluer le nombre réel à 1,5 million d'animaux.

Rashed El-Refaey, ramasseur de grenouilles « de père en fils », pouvait vivre de la capture de ces batraciens en les vendant aux facultés scientifiques. Il reconnaît qu'il y a un problème : « Les facultés de l'Université du Caire commandent 250'000 grenouilles par année. Les captures se déroulent 9 mois par année et on ne prend même plus en compte la période de reproduction. Il devient difficile de subvenir à mes besoins en ramassant ces



animaux. Je dois aller jusque dans le sud de l'Egypte pour en trouver encore ».

### Conditions de détention désastreuses

Des milliers de grenouilles sont entassées dans des petits bassins et 10% des animaux meurent par asphyxie, estime le Dr. Zalat : « La manière de traiter les grenouilles pendant les dissections est contre la religion. Il arrive qu'elles se réveillent pendant une expérimentation. De plus, il n'y a pas de consigne à suivre en ce qui concerne les animaux après leurs utilisations. D'habitude ils sont jetés avec les ordures ». Interrogée, une étudiante de la Faculté pharmacologique explique : « Je n'aime pas disséquer les grenouilles. J'ai le sentiment de tuer un être vivant. Mais en tant qu'étudiante, ce qui compte ce sont les études et la réussite. Je m'en fiche de l'environnement ».

Une autre étudiante : « Comment peuvent-elles disparaître vu le nombre d'œufs qu'elles pondent ? »

« Même si les grenouilles pondent une grande quantité d'œufs, seuls 10% survivent », répond le Dr. Zalat. « Et de ces 10% nous en prélevons une grande quantité pour nos dissections ». Selon lui, leur disparition entraînera un déséquilibre de l'écosystème : « Les grenouilles et les têtards jouent un rôle important dans la chaîne alimentaire. Ils sont également importants pour limiter l'explosion de moustiques et de mouches ».

### Des modèles informatiques pour remplacer les animaux

D'autres espèces animales, tels que les serpents et les scorpions, ont déjà disparu de la côte méditerranéenne. Lors d'une conférence de presse, un projet permettant l'utilisation d'ordinateurs à la place des animaux a été lancé. Mais en attendant la concrétisation de ce projet, les captures de grenouilles continuent.

« Il y a dix ans, je pouvais ramasser 1000 grenouilles en une heure », ajoute Rashed El-Refaey. « Il y a quelques mois, quatre personnes ont mis 4 jours pour ramasser 140 grenouilles. Je crains qu'un jour, nous soyons obligés de les importer des États-Unis pour combler le besoin des universités égyptiennes ».

Compte-rendu d'un article traduit du journal « Turkish Weekly » - Ankara et publié en avril 2007

## Editorial

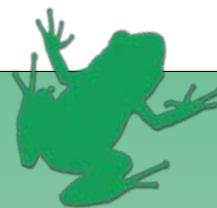
Liebe Mitglieder  
Liebe Freundinnen und Freunde der Liga  
Liebe Leserinnen und Leser

In dieser Ausgabe unserer Zeitung informieren wir Sie über einige bestehende und künftige Aktionen der Liga.  
Unsere Petition gegen den Konsum von Froschschenkeln kann immer noch unterzeichnet werden. Infolge Platzmangels konnten wir sie in der letzten Ausgabe nicht veröffentlichen. Wir haben sie jedoch auf S. 20 abgedruckt. Die Petition kann auch auf unserer Website heruntergeladen werden. Die Frist zur Unterschriftensammlung läuft bis am 31. Mai 2011. Die Petition wird anlässlich der Sommersession des Parlaments im nächsten Juni in Bern eingereicht.

**Unsere Mitglieder sind auch herzlich eingeladen, am 18. September an unserer außerordentlichen Generalversammlung teilzunehmen.** Auf der Traktandenliste steht die Änderung von Artikel 14 unserer Statuten (S.32). Die Generalversammlung musste wegen der Hospitalisierung von Marina Zumkeller, unserer Rechnungsführerin innerhalb des Vorstandes, in aller Eile organisiert werden.  
Marina war während langen Jahren als Sekretärin der Liga tätig. Nach ihrer Pensionierung im Jahr 2007 übernahm Maja Schmid die Stelle. Sie hat den Posten bis heute inne. Da Marina ihrer Tätigkeit bei der Liga nicht vollständig einstellen wollte, kümmerte sie sich auch weiterhin um die Buchhaltung. Wir sind über die Hospitalisierung von Marina sehr bestürzt und senden ihr an dieser Stelle erneut unsere besten Genesungswünsche. Gleichzeitig danken wir ihr für all die Jahre, in denen sie sich für den Tierschutz und die Bekämpfung der Vivisektion eingesetzt hat. In organisatorischer Hinsicht liess die Liga seit mehreren Jahren die Vorstandsssekretärin nicht mehr formell wählen. Durch die plötzliche Einstellung der Aktivitäten von Marina als Rechnungsführerin steht die Finanzverwaltung der Liga vor einem grossen Problem. An der letzten Generalversammlung sorgten wir dafür, dass Maja eine Unterschriftsberechtigung erhält (siehe Juniausgabe 2010 unserer Zeitung). Die anwesenden Mitglieder hatten sich damit einstimmig einverstanden erklärt. Für die notariellen Untersuchungen bezüglich der Rechtssprechung reicht diese Abstimmung jedoch nicht aus. In der Folge sind derzeit mehrere Erbschaften blockiert. Um solche Situationen künftig zu vermeiden, schlagen wir Ihnen eine Statutenänderung vor. Diese soll es erlauben, die Unterschriftsberechtigung wie vorgeschlagen zu erweitern. Zudem schlagen wir Ihnen vor, in der Person von Maja eine neue Vorstandsssekretärin zu ernennen. An dieser Stelle möchten wir Sie auch darauf hinweisen, dass wir unseren Vorstand an der nächsten Generalversammlung im März 2011 vollständig erneuern. Allfällige Kandidaturen nehmen wir gerne entgegen. Wir hoffen insbesondere darauf, auf Deutschschweizer Seite Begeisterte für unsere Sache zu gewinnen.

In der Hoffnung auf ein zahlreiches Erscheinen am 18. September grüssen wir Sie ganz herzlich

Der Vorstand



## Kampagne « Für den Ersatz Alternativmethoden »

Unsere öffentliche Plakatkampagne, die wir vom 17. Mai bis am 2. Juni 2010 durchführten, stieß auf reges Interesse. Dies freut uns natürlich sehr. Die Verwendung von Alternativmethoden in der medizinischen Forschung ist auch weiterhin unbekannt. Nur wenige wissen, dass im Gegensatz zu den Erklärungen wissenschaftlicher Kreise keinerlei Anstrengungen vorgenommen werden, um ihre Entwicklung zu fördern.

Aufgrund von Art. 22 des Tierschutzgesetzes ist der Bund jedoch verpflichtet, Alternativmethoden zu unterstützen und zu fördern. Um dieses Ziel zu erreichen, hat er 1987 die Stiftung 3R ins Leben gerufen. 2009 haben wir in der Septemberausgabe unserer Zeitung die jämmerliche Arbeit dieser Stiftung beschrieben, in der die Pharmalobby und eine Handvoll eingeschlafener Personen am Schmarotzen sind.

Die Stiftung, die über ein erbärmliches Jahresbudget von Fr. 800'000.- verfügt, unterstützt jedes Jahr mit Mühe und Not fünf bis sechs Projekte. Gleichzeitig werden in der Schweiz 800 bis 900 neue Tierversuche bewilligt. In dieser Stiftung tut sich nicht viel. Aufgrund ihrer undurchsichtigen Betriebsweise ist dies auch nicht weiter erstaunlich. Wir wollten uns etwas genauer informieren und stellten einige Fragen beispielsweise zur Nominierung von Mitgliedern. Zudem baten wir um eine Kopie der Gründungsurkunde sowie des Reglements. Am 11. Februar 2010 erhielten wir eine erste lapidare Absage der Stiftung. Diese ging davon aus, es handle sich um Dokumente zum „internen“ Gebrauch. Wir mussten nachhaken und darauf hinweisen, dass die Weigerung „in Anbetracht des finanziellen Engagements des Bundes, des Einbezuges von Parlamentsvertretern, in Hinblick auf die geltende Gesetzgebung wie die LTRANS“ inakzeptabel ist.

Schliesslich liess uns die Stiftung widerwillig ihre Gründungsurkunde zu kommen. Was das Reglement betraf, teilte uns ihr Sekretär am 16. Februar

mit, dass es sich „beim Stiftungsreglement um einen internen Akt handelt, der die Verwaltungsverfahren innerhalb der Stiftung regelt. Da es das erste Mal ist, dass jemand eine Kopie erhalten möchte, muss ich zuerst mit dem Stiftungsrat Kontakt aufnehmen. Dies umso mehr, da die LTRANS im konkreten Fall nicht gilt (siehe Art. 2 Abs. 2 Bst b).“ Bis anhin warten wir auf weitere Mitteilungen.

Uns blieb somit nur die Hoffnung, dass sich der Bund an europäischen oder internationalen Programmen beteiligt, die Alternativen zu Tierversuchen anstreben. Der völlig



### IMPRESSIONUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

**Publikation:** Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Edipress, auf Recycling-Papier Snow-Print 60 gm<sup>2</sup> **Redaktionsvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T** 022 349 73 37 **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.-- **PSchKto 12-2745-6**  
**Unser Büro ist von Montag bis Freitag von 9 bis 12 Uhr geöffnet, sowie am Montag-, Mittwoch- und Donnerstagnachmittag von 14 bis 17 Uhr.**

# von Tierversuchen durch neue

mangelhafte Einsatz war aber noch dramatischer, als wir geglaubt hatten. So teilte uns das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) am 21. Juni 2010 mit:

*„Die Unterstützung, die der Stiftung Forschung 3R entgegengebracht wird, stellt die wichtigste Stütze der Förderung von Methoden dar, die dazu dienen, Tierversuche einzuschränken. Durch diese Unterstützung trägt der Bund massgeblich dazu bei, die Zahl der bei Tierversuchen verwendeten Tiere zu senken, die Methoden weniger zwingend zu gestalten und die Tierversuche schliesslich durch andere Methoden zu ersetzen. Zum jetzigen Zeitpunkt unterstützt der Bund keine weiteren Projekte, die ähnliche Ziele verfolgen (...).“*

Der gutmütige Ton der Antwort des BVET und das passive Verhalten des Bundes sind nicht weiter erstaunlich. Um diese zu zwingen, Alternativmethoden tatsächlich zu unterstützen, ist ein öffentlicher Druck oder eine parlamentarische Intervention erforderlich. Was die Öffentlichkeit anbelangt, so setzen sich die Liga und andere Organisationen seit einigen Jahren dafür ein, auf die Bedeutung solcher Methoden hinzuweisen. Das Thema ist jedoch komplex und derzeit ist es illusorisch, diesbezüglich an eine Mobilisierung zu glauben. Einfacher ist es hingegen, beim Parlament zu intervenieren. Dies gilt zumindest dann, wenn wir bei unseren Politiker/innen auf genügend Interesse stossen. Da das Ende unserer Plakatkampagne mit der be-

ginnenden Sommersession des Parlamentes (31. Mai bis 18. Juni 2010) zusammenfiel, wollten wir vor unseren Parlamentarier/innen einen Vortrag halten. Dieser sollte über die KTT<sup>(1)</sup> veranstaltet werden. Der Konferenz gehören die Tierschutzvertreter/innen der kantonalen Tierversuchskommissionen an. Darunter befinden sich auch zwei Vertreter der Liga. Luc Fournier stellte die Idee an einer Sitzung vor, welche die KTT am 28. April 2010 in Bern veranstaltete. Sie stiess auf Zustimmung und es wurde vorgeschlagen, Luc solle die Basler Nationalrätin Maja Graf kontaktieren und sie über das Vorhaben informieren. Bei dieser Gelegenheit teilte Maja Graf mit, sie bereite bereits eine parlamentarische Interpellation zur Tätigkeit der Stiftung Forschung 3R vor (S.14). Somit wurde beschlossen, die Antwort des Bundesrates abzuwarten und mit dem Vorstoss beim Parlament bis zur Herbstsession (13. September – 1. Oktober) abzuwarten. Da im August zwei Bundesratsmitglieder zurückgetreten sind, werden an der Herbstsession wahrscheinlich andere Themen auf der Traktandenliste stehen. Unser Projekt würde sich somit auf die Wintersession Ende November verschieben. Der neue Zeitplan könnte sich trotz allem als positiv erweisen. Er würde uns genügend Zeit lassen, um unser Vorgehen besser vorzubereiten. Auf diese Weise könnten wir insbesondere die Westschweizer Nationalrätinnen und Nationalräte kontaktieren,

um uns ihre Unterstützung zu sichern. Bis anhin befürworten nur die Deutschschweizer Politiker/innen unsere Aktion.

Der Redaktionsvorstand

(1) KTT (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen). Diese umfasst aktive Tierschutzvertreter/innen, die den Kommissionen der Kantone Basel, Zürich, Bern, Waadt, Genf und Freiburg angehören.



► Tierversuchsstatistiken in der Schweiz 2009

## Endlich ein Rückgang

Gemäss den am 29. Juni 2010 vom Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) veröffentlichten Statistiken wurden im Jahr 2009 in der Schweiz bei Tierversuchen 706'104 Tiere verwendet. Nach über zehn Jahren, in denen die Zahlen ständig stiegen, ist die Anzahl Tiere endlich etwas rückläufig.

Bei 80% der verwendeten Tiere handelt es sich um Nager. Nagetiere und Fische (diese werden in der Öko-Toxikologie verwendet) werden den schmerhaftesten Versuchen unterzogen (Stufe 3). Verwendet wurden 384 Primaten (7 bei Stufe 3) sowie 716 Katzen und 5'399 Hunde. Auch am Vieh wurden zahlreiche Versuche durchgeführt. Diese betrafen 5'475 Rinder, 5'320 Schweine, 2'389 Pferde und Esel sowie 1'789 Schafe und Ziegen.

Im Jahr 2009 standen 3'329 Versuche vor der Validierung. Darüber hinaus erteilten die Kantone 1'051 neue Bewilligungen für Tierversuche. Im Vergleich zum Vorjahr stellt dies eine Zunahme von 19% dar. Zehn Anträge für Tierversuche wurden abgelehnt, davon deren sechs im Kanton Aargau (Dieser hat die Untersuchung und Kontrolle seiner Versuche dem Kanton Basel übertragen.).

Die vollständigen Statistiken können im Internet unter der Website des BVET eingesehen werden:  
[www.tv-statistik.bvet.admin.ch](http://www.tv-statistik.bvet.admin.ch)



## SNF auf die Nase gefallen

Der Schweizerische Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) stellt jährlich 280 Millionen Franken zur Unterstützung der medizinischen Forschung in der Schweiz zur Verfügung. Somit ist er diesbezüglich die wichtigste öffentliche Organisation. Auch die Forschung an Tieren befürwortet er vehement. In Anbetracht der Juniausgabe 2010 von *horizonte*, der Zeitschrift des SNF, fielen wohl zahlreiche Forscher/innen fast vom Hocker. Bis anhin tendierte das Blatt eher dazu, lobend über die x-ten Resultate von Tierversuchen zu berichten, „die neue therapeutische Wege eröffnen können“.

Somit war es äusserst erstaunlich, dass unter dem Titel « **Une alternative à la vivisection** » (Eine Alternative zur Vivisektion) über die letzte Verleihung des Egon-Näf-Preises geschrieben wurde. Die Tatsache an sich, dass *horizonte* nach einem zehnjährigen Bestehen endlich über diesen Preis berichtet, ist bereits erstaunlich. Dass es die Zeitschrift aber wagt, von „Vivisektion“ zu sprechen, stellt eine noch viel grössere Überraschung dar. Bis anhin war der Begriff in Forscherkreisen verpönt, da er in der Öffentlichkeit über einen negativen Beigeschmack verfügt.

► Curia Vista – Geschäftsdatenbank

# Stiftung Forschung 3R. Quo Vadis?



## 10.3576 – Interpellation

Eingereicht von : Graf Maya

Einreichungsdatum : 18.06.2010

Eingereicht im : Nationalrat

Stand der Beratung : Im Plenum noch nicht behandelt

### Eingereichter Text

Ich bitte den Bundesrat, folgende Fragen zu beantworten:

- 1. Wie sind die Ziele und die Leistungen zur Zielerreichung der Stiftung Forschung 3R überprüfbar?**
- 2. Welche Erfolgskriterien wurden bestimmt, um ein bewilligtes Projekt als «erfolgreich abgeschlossen» zu bewerten?**
- 3. Gibt es eine systematische Überprüfung oder eine Erfolgskontrolle der Leistungen und Zielerreichung der Stiftung Forschung 3R?**  
Wenn ja, wie sieht diese aus?
- 4. Worin liegt konkret der tierschützerische Benefit der Tätigkeiten der Stiftung und wie sind hier die Erfolgskriterien bestimmt?**
- 5. Was wird zugunsten der Versuchstiere konkret durch die Leistungen der Stiftung und der bewilligten Projekte erreicht?**
- 6. Was wird die Stiftung zukünftig tun, um der steigenden Anzahl Gesuche gerecht zu werden und mehr Gesuche/Projekte zu fördern?**
- 7. Wie viele Stiftungsbeiträge werden zusätzlich benötigt, um jährlich mindestens 50 Prozent der eingehenden Gesuche/Projekte entsprechend zu fördern?**
- 8. Was wird die Stiftung konkret in Zukunft unternehmen, um die Umsetzbarkeit und Nachhaltigkeit der bewilligten Projekte besser zu unterstützen?**

### Begründung

Die Stiftung Forschung 3R bezweckt, die Forschung auf dem Gebiet der Alternativmethoden zu Tierversuchen durch Finanzierung von Forschungsprojekten zu fördern. Sie unterstützt vordringlich Projekte zur Erforschung neuer Methoden oder zur Weiterentwicklung bekannter Methoden (Validierung von Methoden), welche im Sinne der 3 R (Reduce, Refine, Replace / Vermindern, Verbessern, Vermeiden) gegenüber der heutigen Tierversuchspraxis praktisch anwendbare Verbesserungen versprechen. Für das Jahr 2008 wurden Beiträge in der Höhe von 850 000 Franken an die Stiftung gegeben (je 425 000 Franken von Bund und Interpharma). Tatsächlich unterstützt wurde für 555 000 Franken und auf Ende 2008 hat die Stiftung noch 560 000 Franken an nicht verbrauchten Beiträgen zur Verfügung. Für das Jahr 2010 stehen rund 500 000 Franken für Projekte zur Verfügung. Seit 2001 steigt die Anzahl Beitragsgesuche immer wieder an (15 Gesuche 2001, 13 Gesuche 2002, 25 Gesuche 2003, 24 Gesuche 2004, 17 Gesuche 2005, 23 Gesuche 2006, 14 Gesuche 2007, 28 Gesuche 2008) - jedoch ist die Anzahl genehmigter Projekte seither konstant bei vier bis sechs pro Jahr. Das löst einige Fragen aus. Es ist beispielsweise nicht ersichtlich, welche geförderten Projekte der Stiftung konkret wie vielen Tieren pro Jahr den Tierversuch ersparen.

### Mitunterzeichnende (7)

Birrer-Heimo Prisca, Donzé Walter, Ingold Maja, Jans Beat, Moser Tiana Angelina, Stump Doris, Zisyadis Josef

[http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch\\_id=20103576](http://www.parlament.ch/d/suche/seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20103576)

### Schweizer Parlament

Hier einige Erklärungen für diejenigen, die nicht wissen, wie unser Parlament funktioniert:

#### Die Räte

Die Schweizer Bundesversammlung stellt ein Milizparlament dar. Die Abgeordneten treffen sich viermal pro Jahr zu den ordentlichen Sessionen der Bundesversammlung, die jeweils drei Wochen dauern. Dazu kommen ausserordentliche oder SonderSESSIONEN. Zwischen den Sitzungsperioden finden zahlreiche Kommissionssitzungen statt. Die Räte beteiligen sich zudem an parlamentarischen Gruppen oder Arbeitsgruppen und beschäftigen sich mit der Vorbereitung der Dossiers.



#### Der Nationalrat

Der Nationalrat zählt 200 Mitglieder. Er vertritt das Schweizer Volk. Beim heutigen Bevölkerungsstand kommt auf je 36'000 Einwohnerinnen und Einwohner 1 Sitz. Jeder Kanton bildet einen Wahlkreis, der mindestens eine Vertreterin oder einen Vertreter wählt. Dies gilt selbst dann, wenn die Bevölkerung unter 36'000 Einwohnerinnen und Einwohner liegt. Die Nationalräte werden im Proporzverfahren gewählt.

#### Der Ständerat

Der Ständerat setzt sich aus 46 Vertreterinnen oder Vertretern der Schweizer Kantone zusammen. Jeder Kanton wählt zwei, die Halbkantone Obwalden, Nidwalden, Basel-Stadt, Basel-Land, Appenzell Ausserrhoden und Appenzell Innerrhoden eine Vertreterin oder einen Vertreter. Zürich mit über 1 Million Einwohnerinnen und Einwohnern wählt ebenso zwei Vertreterinnen oder Vertreter wie der Kanton Uri, der rund 36'000 Einwohnerinnen und Einwohner zählt.

#### Die Vereinigte Bundesversammlung

Unter dem Vorsitz der Nationalratspräsidentin oder des Nationalratspräsidenten verhandeln National- und Ständerat gemeinsam als Vereinigte Bundesversammlung.

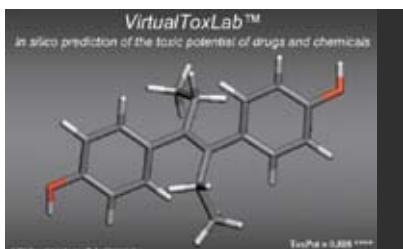
► Alternativen zu Tierversuchen

# VirtualToxLab

oder wenn die Informatik Tierversuche auf vorteilhafte Weise ersetzt

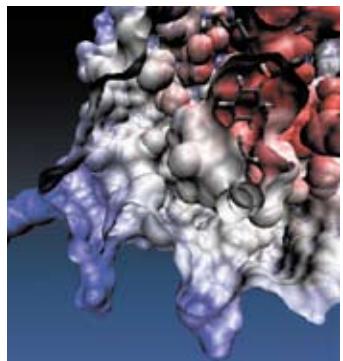
**Das Schweizer Forschungsinstitut Biographics Laboratory 3R mit Sitz in Basel hat die Software VirtualToxLab entwickelt. Dieses virtuelle In-silico-Labor ermöglicht es, innert wenigen Stunden und somit innert kürzester Zeit die Toxizität von pharmazeutischen Produkten, chemischen Komponenten und natürlichen Substanzen zu bestimmen.**

Es beruht auf der modellhaften Nachbildung von Interaktionen, die zwischen der Testsubstanz (z.B. ein Medikament) und einem Dutzend Proteine stattfinden, die sich in den Zellen des menschlichen Körpers befinden. Diese wirken sich auf den Organismus schädlich aus, wenn sie mit gewissen Substanzen in Berührung kommen. Eine starke Affinität des getesteten Moleküls für eines dieser Proteine deutet meist auf eine toxische Wirkung hin. Bis anhin erfolgen die meisten Toxizitäts-Tests *in vivo*. Eine umfassendere Verwendung dieser Art von Instrument würde es somit erlauben, Tausenden von Tieren das Leben zu retten. Die Software kann zudem für die biomedizinische Forschung von grossem Nutzen sein. Jedes Jahr werden Tausende von Substanzen getestet, die für die Medikamentenforschung von potenziellem Interesse sind. Anfänglich viel versprechende Substanzen erweisen sich schlussendlich häufig als toxisch. In der Folge müssen die Forschungen unterbrochen werden. Die Verwendung einer Software wie VirtualToxLab würde es somit erlauben, die Moleküle noch vor ihrer Synthese im Labor zu testen und von Beginn weg diejenigen zu eliminieren, die ein toxisches Potenzial aufweisen.



Einen weiteren umfassenden Anwendungsbereich stellen die chemischen Produkte dar. Im Zusammenhang mit der europäischen Gesetzgebung REACH, im Rahmen derer die Toxizität von rund 30'000 chemischen Substanzen getestet werden soll, ist Prof. Angelo

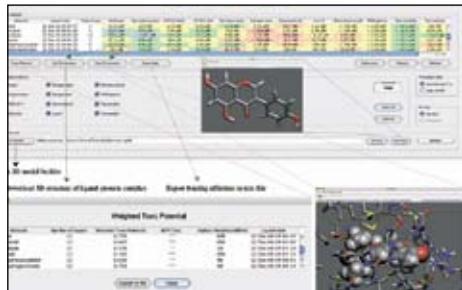
Vedani, Gründer des Biographics Laboratory 3R, der Ansicht, die entsprechenden Substanzen könnten mit VirtualToxLab getestet werden. Auf diese Weise liessen sich die toxischsten Komponenten *in silico* statt an lebendigen Tieren testen. Um dies zu ermöglichen, muss die Methode jedoch vorgängig anerkannt und von den Stellen validiert werden, welche für die Regelung zuständig sind.



Seit 2007 wird VirtualToxLab allen Organisationen zur Verfügung gestellt, die im wissenschaftlichen Bereich tätig sind. Gegen ein bescheidenes Entgelt ist das Modell via Internet für die Universitäten, nicht Gewinn orientierten Umweltverbände und Regierungsagenturen zugänglich. Gegen einen höheren Preis kann auch die Industrie davon profitieren. Bis anhin wurden über 2'500 Produkte getestet. Sämtliche Resultate stehen auf der Website [www.virtualtoxlab.org](http://www.virtualtoxlab.org) zur Verfügung.

Christel Forré

Artikel aus der Ausgabe 3/2009 der Zeitschrift ALTEX



Nächste Messen, an denen die SLGV einen Stand haben wird

Samstag, 25. und Sonntag, 26. September 2010

## 9. Fête de la Bio et du Bien-être in Evian (F)

**Veranstaltungsort: Salle Passerat, Route des Tours, 74500 Evian**

**Öffnungszeiten: Samstag und Sonntag: 9.00 – 18.00 Uhr**

**Eintritt und Parkplatz gratis**

Die SLGV wird erstmals an dieser Messe teilnehmen. Wir danken dem Organisator, Herrn Eugène Herrero (seine Firma Callyopé - l'Arche Bleue ist seit mehreren Jahren auf unserer Liste von Kosmetika aufgeführt, die nicht an Tieren getestet wird), ganz herzlich für den Standort, den er uns gratis zur Verfügung gestellt hat. Auf 1200 m<sup>2</sup> verteilt werden im Rahmen von 120 Ständen und Ateliers verschiedene Bioproducte, alternative Therapien usw. angeboten. Zudem sind mehrere Vorträge geplant. Die Besucherinnen und Besucher können sich das ganze Wochenende hindurch in einem Biorestaurant verpflegen.

Samstag, 16. und Sonntag, 17. Oktober 2010

## ANIMALIA

**16. Internationale Messe für Haustiere**

**Veranstaltungsort: Palais de Beaulieu, Lausanne (VD)**

**Öffnungszeiten: Samstag und Sonntag: 9.00 – 18.00 Uhr**

Die SLGV wird zum vierten Mal hintereinander an dieser Messe teilnehmen. Mit über 20'000 Besucherinnen und Besuchern handelt es sich um die grösste Tierausstellung in der Schweiz. Dieses Jahr möchten wir insbesondere einen Teil der Plakate ausstellen, die im Rahmen unseres Wettbewerbes „Für den Ersatz von Tierversuchen durch neue Alternativmethoden“ bei uns eingegangen sind.

Wir hoffen auf Ihr zahlreiches Erscheinen anlässlich der beiden Messen. Verschiedene Vorstandsmitglieder werden bei dieser Gelegenheit gerne Ihre Fragen zur Funktionsweise der Liga und zu den laufenden Aktionen beantworten.

## Neues Fahrzeug für die SLGV

Wenn wir bis anhin an Standaktionen oder Veranstaltungen teilnahmen und wichtiges Material transportieren mussten, waren wir auf eine Mietfahrzeugfirma angewiesen. Im Laufe der Jahre entwickelten wir unser Ausstellungsmaterial immer weiter. Wir gestalteten insbesondere Ausstellungsmodule und Vitrinen. Diese ermöglichen es uns, die Verwendung verschiedener Alternativmethoden öffentlich vorzustellen. Das Auf- und Abladen solchen Materials erforderte viel Aufwand und verlängerte unnötigerweise die Arbeit unserer freiwilligen Mitarbeitenden. Diese waren bereits damit ausgelastet, einen ganzen Tag oder ein Wochenende lang einen Stand zu führen. In der Folge beschloss der Vorstand, eines der Mietfahrzeuge zu erwerben. Das ist inzwischen geschehen und der Lieferwagen wird demnächst so eingerichtet, dass er unser gesamtes Stand- und Ausstellungsmaterial enthält. Wir möchten ihn zu einem Wanderfahrzeug machen, das es uns ermöglicht, in der ganzen Schweiz Informationsstände aufzubauen. Der Lieferwagen steht auch allen Mitgliedern zur Verfügung, die eine Standaktion durchführen möchten. Interessierte Personen melden sich am besten zu den im Impressum aufgeführten Zeiten beim Büro der Liga.



► Genf - Kommission für Tierschutz (Commission consultative pour la protection des animaux - CCCPA)

# Für eine echte Transparenz bei der Genfer Tierhaltung

**In unserem Tätigkeitsbericht (siehe Märzausgabe 2010 unserer Zeitung) wiesen wir auf den Wunsch der Genfer Kantonalbehörde hin, die Kontrollaktivität der CCCPA einzustellen. Dieses Anliegen wurde am 5. Mai 2010 in die Tat umgesetzt. Zu diesem Zeitpunkt schickte das für Veterinärfragen zuständige Département des affaires régionales de l'économie et de la santé (DARES) den Entwurf seines neuen Reglements, das zur Anwendung des Bundesgesetzes im Tierschutzbereich dienen sollte, in die Vernehmlassung.**

Die CCCPA hat somit nicht mehr die Möglichkeit, Kontrollen in Betrieben vorzunehmen, die Tiere halten. Als einzige Kompetenz wird ihr das Recht eingestanden „*in die operationelle Tätigkeit der für den Tierschutz zuständigen Dienststelle Einsicht zu nehmen*“ (sic!).

Um die Einstellung der CCCPA zu rechtfertigen, erwähnte das DARES „*ein Rechtsgutachten des BVET vom 8. Juni 2009*“. Dieses habe darin erklärt, die Tätigkeit der CCCPA stimme „*nicht mit den neuen Bestimmungen des Bundes zum Tierschutz*“ überein.

Am 14. Mai 2010 wandte sich die Liga an das Bundesamt für Veterinärwesen. Das BVET teilte mit, nie ein Rechtsgutachten erteilt zu haben. Man habe einzig im Rahmen einer Stellungnahme „*drei Fragen beantwortet, welche der kantone Veterinär gestellt*“ habe.

Am 19. Mai 2010 wandte sich die Liga ihrerseits an die Generaldirektion des DARES und wies auf die trügerische Darstellung der Gründe für das Reglement hin. Abschliessend erklärte sie: „*Das DARES kann sich auf keinerlei Gesetzesgrundlage berufen, welche die Aufhebung der Kontrolltätigkeit des CCCPA rechtfertigt. Im Bericht zur Darlegung der Ursachen wird die Einstellung der Tätigkeiten der CCCPA mit Bundesrecht begründet. In Tat und Wahrheit handelte sich aber nur um einen politischen Entscheid. Zwar hatte das DARES am 6. März 2010 mitgeteilt, das BVET nehme zur Kompatibilität (der CCCPA) mit der neuen TschV nicht Stellung. Trotzdem ist es besonders schockierend, dass es sich bei der Darlegung seiner Gründe, um die Notwendigkeit neuer Bestimmungen zu rechtfertigen, auf ein nicht bestehendes Rechtsgutachten stützt.*“ Das DARES wurde „*rege dazu aufgefordert*“, seinen Entwurf des Reglements zurückzuziehen.

In Anbetracht der mangelnden Reaktion des DARES und dem Willen, sein Projekt aufrecht zu erhalten, trug die Liga einen Teil der Unterlagen zusammen, welche über die Aktivität

der CCCPA berichten. Darüber hinaus kaufte sie den Namen der Domäne [www.cccpa.ch](http://www.cccpa.ch) und schaltete eine spezielle Website auf. Diese beschreibt die Betriebsweise der Kommission, aber auch die Manöver, welche die kantonale Behörde seit zwei Jahren unternimmt, um die Aufhebung ihrer Aktivitäten zu ermöglichen. Am 31. Mai 2010 wurden die Dokumente online geschaltet. Gleichzeitig erhielten sämtliche Abgeordnete des Grossen Rates in diesem Kanton eine Medienmitteilung. Ab Donnerstag, dem 10. Juni, erschienen in der Presse während mehreren Tagen kostenpflichtige Anzeigen. Am 11. Juni wandte sich der Rechtsdienst des DARES an die Liga, um ein Treffen zwischen den Parteien vorzuschlagen.

Die Begegnung fand am 1. Juli in den Räumlichkeiten des DARES statt. Dieses war durch seine Generaldirektion, den kantonalen Veterinär, seine Vorgesetzten und den Rechtsdienst vertreten. Auf Seiten der Tierschützer vertrat Luc Fournier als Mitglied der CCCPA die SLGV. Anouk Thibaud war als Vertreterin des Tierheims Darwyn anwesend. Im Rahmen des Gesprächs zeigte sich das DARES über die Art der Kommunikation irritiert, für die sich die Liga entschieden hatte. Sie warf dieser insbesondere „*persönliche Attacken gegenüber dem kantonalen Veterinär*“ vor. Diesen Vorwurf können wir voll und ganz akzeptieren. Da sich die Beziehung zur kantonalen Behörde verschlechterte, baten wir seit Mai 2009 wiederholt um ein Gespräch mit dem DARES, ohne dass dieses auf unser Anliegen eingegangen wäre. Wir finden es sehr bedauerlich, dass wir einmal mehr gezwungen waren, zu solchen Aktionen zu greifen, um uns Gehör zu verschaffen. Wenn das DARES unsere Attacken bedauert, so trägt es dafür selber die Verantwortung und kann somit nur auf sich selber wütend sein. Gewisse Vertreter der Bundesbehör-

den glauben offensichtlich, ihr Verhalten nicht rechtfertigen zu müssen. Infolgedessen treffen sie Entscheide, die nur ihren eigenen Interessen oder Ambitionen dienen. Somit ist es legitim, dass die Zivilgesellschaft zu den ihr zur Verfügung stehenden demokratischen Mitteln greift, um auf die ihr bekannten Fälle aufmerksam zu machen.

Das Gespräch selber scheint jedoch positiv verlaufen zu sein. So hat sich das DARES bereit erklärt, seine Position zu überdenken. Es hat die Liga um einen neuen Entwurf einer Regelung gebeten, die eine Weiterführung der Kontrollen durch die CCCPA ermöglichen soll. Wir haben ein auf Verwaltungsrecht spezialisiertes Rechtsanwaltsbüro damit beauftragt, den Inhalt zu überprüfen und den Entwurf zu formulieren. Den entsprechenden Text stellten wir dem DARES am 23. Juli 2010 zu. Wir erwarten Ende Sommer eine Antwort, ob unsere Vorschläge berücksichtigt werden. Wir werden Sie in der nächsten Ausgabe unserer Zeitung über den weiteren Verlauf des Dossiers informieren.

Der Redaktionsvorstand



## Rolle und Vertretungen der CCCPA

Das Anwendungsreglement M 3 50.02 beschreibt die Funktionsweise der CCCPA genau. Am 1. Januar 2010 bestand diese aus folgenden 9 Mitgliedern (die Stelle eines Tierschutzvertreters / einer Tierschutzvertreterin ist vakant): 1 Tierschutzvertreter/in (SLGV), 1 Vertreter/in der Hundedressurvereine, 2 Vertreter/innen der landwirtschaftlichen Kreise, 1 Vertreter/in der Katzenzuchtbetriebe, 1 Vertreter/in der Zoohandlungen, 2 Vertreter/innen der Genfer Veterinärgesellschaft, 1 Zoologe / Zoologin

### Nutzen der CCCPA

Der Nutzen der CCCPA beruht in der Vertretung seiner Mitglieder und dem Einsichtsrecht, über das es verfügt, um unabhängig von der kantonalen Behörde Kontrollen vornehmen zu können. Die vielfältige Vertretung seiner Mitglieder ermöglicht einen umfassenden Meinungsaustausch, wenn eine kritische Situation festgestellt wird. Sie ermöglicht es den Prüfenden, eine zufriedenstellende gemeinsame Stellungnahme zu verfassen und diese ihren Vertreter/innen mitzuteilen.

### Organisation und Kontrollen der CCCPA

Gemäss den Listen, welche die kantonale Behörde liefert, organisieren die Mitglieder ihre Kontrollen frei. Diese finden ohne Vorgutachten in Gruppen von jeweils zwei Prüfenden statt. Die CCCPA kontrolliert Betriebe, die Nutztiere halten, Pferdezüchter oder Reitställe, Geflügel- und Kaninchenhaltungen, Hundezwinger, Katzenzuchtbetriebe, Abenteuerparks, Zoohandlungen und zoologische Gärten.

# Stellungnahme der SLGV

Von Mai bis August 2010 lancierten das Bundesamt für Veterinärwesen (BVET) und das Bundesamt für Landwirtschaft (BLW) verschiedene Vernehmlassungsverfahren. In diesem Zusammenhang nahm die SLGV zu folgenden Gesetzen und Verordnungen Stellung:

## 1. Revision des Tierseuchengesetzes

Wir unterstützen die Änderung von Art. 21, Abs. 1. Diese zielt darauf ab, das **Hausieren mit Hunden zu verbieten**. Ziel war es, die Missbräuche im Zusammenhang mit dem Verkauf zahlreicher Junghunde vor allem aus Osteuropa zu verbieten. Diese Tiere werden in Zuchtbetrieben gekauft, in denen die Weibchen ohne jegliche Hygiene oder Impfung ständig Junge werfen müssen. Die Hunde werden meist in Kofferräumen zusammengepfercht, um in der Schweiz billig verkauft zu werden. Dies erfolgt mittels kleiner Anzeigen im Internet. Nebst den Leiden, die den Tieren auf dem Transport beigelegt werden, erliegen viele kurze Zeit nach ihrer Adoption verschiedenen Krankheiten. Bei anderen führt eine zu früh vorgenommene Entwöhnung zu Verhaltensstörungen.

Die Tierschutzorganisationen hatten schon seit langem gefordert, diese Art von Handel zu verbieten. Dem BVET geht es hauptsächlich darum, die Risiken einer Übertragung von Krankheiten durch importierte Tiere zu beschränken. Diese Verfügung ist aber auch ganz im Sinne des Tierschutzes.

Bundesrat auf, das Tierschutzgesetz zu ändern, um den Anforderungen der Motion zu entsprechen. Derzeit verbietet das TSchG nur den Import solcher Felle. Restriktiver ist die europäische Gesetzgebung, die seit dem 31. Dezember 2008 den Handel, Import und Export von Katzen- und Hundefellen verbietet. Die Änderung von Art. 14 zielt darauf ab, unsere Gesetzgebung zu harmonisieren und das Verbot auf Hundefelle auszuweiten.

### Art. 20a (neu)

#### „Information der Öffentlichkeit“

Dieser neue Artikel ermöglicht es dem Bundesrat, zu Tierversuchen Stellung zu nehmen. Bei der Darlegung seiner Begründungen lässt das BVET insbesondere verlauten: „Das Interesse der Öffentlichkeit an Informationen über Tierversuche ist gross. Die Kommunikation und Transparenz im sensiblen Bereich Tierversuche soll deshalb verbessert werden“. Die Umsetzung der Empfehlung bleibt aber unklar, da der Datenschutz weiterhin gewährleistet ist. In Anbetracht der fehlenden objektiven Informationen auf Seiten der Forscher handelt es sich trotzdem um einen ersten zufriedenstellenden Schritt.

### Änderung von Art. 26 „Tierquälerei“

Die bei Misshandlung vorgesehenen Strafen waren bis anhin bereits wenig abschreckend und werden dies künftig noch viel weniger sein. Nach dem Inkrafttreten eines neuen Strafgesetzbuches am 1. Januar 2007, welches die kurzen Gefängnisstrafen durch Busstage oder gemeinnützige Arbeit ersetzt, sind die Bestimmungen des TSchG neu zu überprüfen. Wenn Tiere bei Versuchen beispielsweise unnötig leiden (siehe unser Dossier zu den Versuchen von Dr. Bize) oder bei Vernachlässigung sieht die Gesetzgebung keine Gefängnisstrafe oder Busse von höchstens Fr. 20'000.- mehr vor. Vorgesehen sind neu Geldstrafen von höchstens 180 Busstagen. Im vorliegenden Fall lässt sich leider nicht bestreiten, dass die neuen Sanktionen sehr gering ausfallen.

### Art. 35b (neu)

Dieser neue Artikel dient dazu, dem elektronischen Informationssystem über Tierversuche eine gesetzliche Grundlage zu verschaffen. Die Liga hatte sich bereits im Februar und April 2009 am Vernehmlassungsverfahren der „Verordnung über das elektronische Informationssystem zur Verwaltung der Tierversuche“ (VerTi-V) beteiligt. Diese sollte dazu dienen, im Rahmen einer Datenbank alle Verwaltungsverfahren im Zusammenhang mit Tierversuchen zu zentralisieren. Es ging darum, Informationen zu Tierversuchsanträgen, Zwischenberichten, von der kantonalen Behörde vorgenommene Kontrollen, Vorgutachten

## 2. Verordnung über Höchstbestände in der Fleisch- und Eierproduktion (HBV)

Über VETO (Verband der Tierschutz-Organisationen Schweiz) schloss sich die Liga der Stellungnahme des Schweizer Tierschutzes (STS) an. Diese sprach sich gegen die von der Verordnung vorgesehenen neuen Bestimmungen aus.

Schon jetzt kann ein Betrieb 1'500 Mastschweine und 18'000 Hühner umfassen. Gemäss dem neuen Gesetzestext kann die Höchstzahl von Tieren, die in diesen Zuchtbetrieben erlaubt sind, bei einer Zusammenlegung von zwei Betrieben verdoppelt werden. Ein neuer Grossbetrieb würde somit 3'000 Schweine und 36'000 Hühner umfassen. Nebst Erwägungen bezüglich des Tierschutzes wiesen wir darauf hin, dass sich solche Intensivzuchtbetriebe weder vom ökologischen noch vom gesundheitlichen Standpunkt aus vertreten lassen.

## 3. Revision des Tierschutzgesetzes (TSchG)

Das BVET hatte verschiedene Änderungen und Ergänzungen von Gesetzesartikeln vorgeschlagen. Diese betrafen insbesondere folgende Punkte:

### Änderung von Art. 10, Abs. 2

#### „Züchten und Erzeugen von Tieren“

Derzeit erlässt der Bundesrat Bestimmungen zur Tierproduktion und Tierzucht. Er kann die Zucht, Produktion oder Haltung von Tieren mit besonderen Charakteristiken wie physi- chen Anomalien oder Verhaltensauffälligkeiten verbieten. Mit der vorgeschlagenen neuen Bestimmung kann der Bundesrat auch ihren Import, Transit, Export oder Vertrieb verbieten.

Auf diese Weise liesse sich verhindern, dass solche Tiere importiert oder an Ausstellungen präsentiert werden.

### Änderung von Art. 14, Absatz 2

#### „Internationaler Handel“

Am 20. Dezember 2007 reichte Nationalrat Barthassat (PDC/GE) beim Parlament die Motion „Verbot des Handels mit Katzenfellen“ (07.3848) ein. Darin forderte der Politiker den

## Kontrollen, die das CCCPA

### 2007 fanden 54 Kontrollen statt.

Dabei handelte es sich um 17 Nutztierbetriebe, 16 Hundezwinger und Katzenzuchtbetriebe, 9 zoologische Gärten, 6 Geschäfte und Vogelhandlungen, 6 Robinsonpärke und Freizeitzentren. 2 Kontrollen ergaben einen negativen Bericht.

### 2008 fanden 45 Kontrollen statt.

Dabei handelte es sich um 10 Nutztierbetriebe, 16 Hundezwinger und Katzenzuchtbetriebe, 8 zoologische Gärten, 5 Geschäfte und Vogelhandlungen, 6 Robinsonpärke und Freizeitzentren. 5 Kontrollen ergaben einen negativen Bericht. Im Auftrag der kantonalen Behörde führte die CCCPA auch 2 Kontrollen nach eingegangenen Beschwerden durch.

Nach einer Serie von 6 Kontrollen, die im August stattgefunden hatten, beschloss die CCCPA 2009, ihre Kontrolltätigkeit wegen Problemen mit dem kantonalen Veterinär einzustellen.

der kantonalen Kommissionen usw. zu sammeln (Formular A). Umso grösser war unser Erstaunen, als wir feststellen mussten, dass das BVET den Zugang zu den Daten versperrt hatte und diese auf die jeweiligen Kantone beschränkte. Wenn also beispielsweise ein Wissenschaftler im Kanton Bern einen Antrag auf Tierversuche einreichte, konnten die Behörde und die Kommission des Kantons Bern nicht kontrollieren, ob ein solches Verfahren in einem anderen Kanton allenfalls bereits im Gange war. Diese absurd Sicherheitsmassnahmen kritisierten wir vehement. Sie dienen einzig dazu, die Interessen der wissenschaftlichen Kreise zu schützen. Unter den Punkten 7 und 8 unserer Stellungnahme wiesen wir das BVET auf Folgendes hin:

*„Forschungsteams können in verschiedenen Kantonen die gleichen Versuche durchführen, ohne voneinander Kenntnis zu haben. Dies stellt eine Verschwendug von Versuchstieren dar. Forschungsteams können die gleichen Versuche vornehmen und dabei eine unterschiedliche Anzahl Tiere verwenden. Auch dies stellt eine Verschwendug von Versuchstieren dar: In den Jahren 2006 und 2007 wurden Publikationen von Forschungsteams miteinander verglichen, die ähnliche Versuche durchgeführt hatten. In zahlreichen Fällen zeigte sich, dass in gewissen Kantonen weniger Tiere verwendet worden waren. Dies beweist insbesondere Folgendes:*

- a) *In Bezug auf Tierversuche besteht keine Einheitlichkeit.*
- b) *Die Forscher selber wussten nicht, dass die gleichen Versuche mit weniger Tieren durchgeführt werden können.*
- c) *Das BVET verfügt über einen Gesamtüberblick über die in den verschiedenen Kantonen durchgeföhrten Tierversuche. Trotzdem erlässt es weder eine entsprechende Richtlinie, noch sorgt es bei den Kantonen dafür, dass die kleinste notwendige Anzahl Tiere eingesetzt wird (TSchV Art. 137.)*

Verschiedene Tierschutzorganisationen<sup>(1)</sup> gaben eine gemeinsame Medienmitteilung mit dem Titel „**Mehr Transparenz bezüglich Tierversuchen in den Schweizer Labors**“ heraus. In diesem Zusammenhang wurde auch unsere Stellungnahme vom 14. April 2009 verbreitet, in der wir insbesondere die undurchsichtige Lage im Zusammenhang mit Tierversuchen kritisierten. Im November 2009 führte das BVET für die Mitglieder der kantonalen Tierversuchskommissionen einen Informationstag durch. Bei dieser Gelegenheit wiesen unsere beiden Vertreter die Anwesenden des BVET auf die Nutzlosigkeit ihrer geplanten Datenbank hin und warfen dem Bundesamt mangelnde Dynamik vor. Die Vertreter des BVET verteidigten das Projekt auf nicht gerade überzeugende Weise und liessen verlauten, ein freier Zugang zu den Daten sei für die kantonalen Kommissionen von geringem Nutzen.

Umso grösser war unsere Zufriedenheit, als wir den neuen Art. 35b entdeckten. Dieser ermöglicht es den kantonalen Kommissionen endlich, einen „unbeschränkten“ Zugang zu den registrierten Daten zu erhalten. Bei seiner Begründung wagt das BVET sogar folgende Formulierung: „*Indem die kantonalen Tierversuchskommissionen die Möglichkeit erhalten, die in anderen Kantonen eingereichten Anträge auf Tierversuche zu konsultieren, wird der Tierschutz im Bereich der Tierversuche verbessert (Abs. 3).*“ In der Tat können die Informationen aus anderen Kantonen für die kantonalen Kommissionen eine wertvolle Hilfe darstellen, wenn sie die Bewilligungsanträge beurteilen müssen, die ihnen vorgelegt werden.“

Offen bleibt, ob die Schaffung von Art. 20a und 35b auf einem echten Bestreben der Bundesbehörde beruht, etwas Licht in die Tierversuche zu bringen. Ebenfalls unklar ist, ob das BVET künftig die Mittel nutzt, um alle absurd Versuche zu verbieten, die gewisse Kantone nie hätten bewilligen dürfen. Zwar scheint das Bundesamt wirklich bestrebt zu sein, die Gesetze zum Tierschutz auszuführen. Wie sich jedoch wiederholt gezeigt hat, mangelt es ihm eindeutig an Mut.

Der Redaktionsvorstand

(1) Animalfree Research, Ärztinnen und Ärzte für Tierschutz in der Medizin, Koordination Kantonaler Tierschutz Zürich, Schweizer Liga gegen Vivisektion, Stiftung für das Tier im Recht und der Zürcher Tierschutz

## Todesstoss für den Stierkampf

Am 28. Juli 2010 schlug das katalanische Parlament eine erste Bresche in die Praktik des Stierkampfes. Mit 68 Ja-Stimmen (bei 55 Nein und 9 Enthaltungen) nahmen die Abgeordneten den Gesetzesvorschlag an, der auf ein Verbot der Corridas abzielte. Vorausgegangen war dem Ganzen eine „Iniciativa Lexislativa Popular“ (ILP), bei der in Katalonien 180'000 Unterschriften zusammenkamen. Die Initianten forderten eine Revision des katalanischen Tierschutzgesetzes. Mit Ausnahme der Stierrennen untersagt dieses, bei öffentlichen Spektakeln Tiere zu töten oder zu misshandeln.

Auf den Kanarischen Inseln sind Stierkämpfe bereits seit 1991 verboten. Der katalanische Entscheid, der insbesondere die berühmte Arena Monumental in Barcelona betrifft, versetzt dieser schrecklichen Praktik einen echten Schlag. Ab Januar 2012 wird jegliche Corrida verboten. Die Stierkämpferkreise, die nun eine „Ansteckung“ der übrigen spanischen Regionen befürchten, stellen den Entscheid als nationalistischen Akt hin. Es handelt sich um die Laune einer reichen Region, die davon träume, vom übrigen Spanien abgespalten zu werden. Der katalanische Entscheid kommt zweifellos einem Misstrauensvotum gleich. Wie zahlreiche Umfragen nach der Abstimmung gezeigt haben, ist die spanische Bevölkerung an Stierkämpfen aber immer weniger interessiert. Zwar widersetzt sich eine knappe Mehrheit der Spanierinnen und Spanier immer noch einem totalen Verbot von Stierkämpfen. Die Mehrheit von ihnen interessiert sich aber überhaupt nicht mehr für solche Spektakel.

### Barcelona – „Antistierkampfstadt“

Das Verbot der Corrida in Katalonien ist auf einen Prozess zurückzuföhren, der schon seit einigen Jahren im Gang ist. Im April 2004 liess sich Barcelona zur „Antistierkampfstadt“ ausrufen. Mehrere Dutzend katalanische Städte ziehen nach und schliessen eine Arena nach der anderen. Die Aktionen, welche die Tierschutzorganisationen auf der Plaza Monumental in Barcelona gegen die letzten Arenen veranstalten, die noch Corridas durchführen, häufen sich. Regelmässig finden Veranstaltungen und Umzüge von Tierschützern statt, die mit roter Bemalung darauf hinweisen, wie barbarisch diese Spektakel sind. In regelmässigen Abständen finden auch Aktionen statt, um die Bevölkerung für die grausamen Spektakel zu sensibilisieren. Von 900 grossen Stierveranstaltungen, die in ganz Spanien durchgeführt wurden, fanden 16 in Katalonien statt.

### Weltweiter Botschafter der Corridas

Bei seiner ersten spanischen Corrida wurde der Mexikaner Arturo Macias am 13. März dieses Jahres in Valencia am rechten Bein regelrecht aufgespiesst. Einen Monat später fand in Sevilla die zweite Corrida statt, bei der er ein zweites Mal auf die Hörner genommen wurde. Drei Tage vor der katalanischen Abstimmung glänzte der Mexikaner erneut in den Arenen und liess sich beim Todesstoss ein weiteres Mal auf die Hörner nehmen. Obwohl der Stier dieses Individuum loswerden konnte, das ihn mit scharfen Stichen durchbohrte, wurde er auf erbärmliche Weise abgeschlachtet. Der Mexikaner hingegen wurde ins Spital gebracht. Gemäss den offiziellen Verlautbarungen „*ist sein Leben nicht in Gefahr*“.



Am 25. Juli 2010 wurde Arturo Macias in der Arena von El Puerto de Santa María ein letztes Mal auf die Hörner genommen.

► Lancierung der Petition gegen den Konsum von Froschschenkeln

# « Nein Danke, Nicht auf meinem Teller! »

**Eine Milliarde. So viele Amphibien werden jedes Jahr in ihrer natürlichen Umgebung eingefangen, damit die Menschen sie verzehren können. Frankreich und die Vereinigten Staaten sind die wichtigsten Importeure. Auf den Schweizer Markt gelangen ebenfalls 8 bis 10 Millionen Frösche, die aus Indonesien und der Türkei stammen. Die grössten Mengen werden in der Westschweiz verzehrt.**

## Ökologisches Ungleichgewicht

Die in der Nacht eingefangenen Frösche werden mit Netzen oder Haken gefangen und zu Hunderten in Säcke gestopft. Viele sterben während dem Transport. Trotzdem haben sie mehr Glück als ihre Artgenossen, die lebendig zerlegt werden. Die beinlosen Rümpfe werden in Behälter geworfen, in denen die Tiere minutenlang mit dem Tod ringen.

90% der in die Schweiz importierten Froschschenkel stammen aus Indonesien und werden tiefgekühlt geliefert. Mit einer jährlichen Produktion von 5'000 Tonnen stellt Indonesien den weltweit wichtigsten Exporteur dar. Die Entnahme einer so grossen Anzahl Amphibien sorgt für ein ökologisches Ungleichgewicht. Dagegen - und sei es nur, um die Fänge einzuschränken – wird überhaupt nichts unternommen. Die starke Vermehrung von Insekten, die Krankheiten übertragen, schadet der Gesundheit der Bevölkerung. Zudem werden für die Kulturen immer mehr Insektizide eingesetzt.

## Aktionen gegen den Konsum von Froschschenkeln



Im November 2009 lancierte die Société vaudoise pour la protection des animaux (SVPA) eine Inseratekampagne in den Medien und wandte sich damit gegen diesen Handel. Am 11. Dezember reichte die Basler Nationalrätin Maya Graf (Grüne) beim Parlament eine Interpellation (09.4290) ein. Darin erklärte sie: „Jedes Jahr werden gemäss der Statistik der Eidgenössischen Zollverwaltung etwa 150 Tonnen Froschschenkel in die Schweiz importiert (...). Dies entspricht 7,5 bis 10 Millionen Tieren pro Jahr, alleine für die Schweiz! Vom ganzen Frosch werden nur die hinteren Schenkel abgeschnitten und gegessen. Der Rest (etwa 80 Prozent) ist Abfall. Für eine kleine Speise müssen sechs Tiere getötet werden.“

Anschliessend stellte die Politikerin dem Bundesrat folgende Fragen:

„Wie viele lebende Frösche für Speisezwecke werden aktuell in die Schweiz importiert und hier geschlachtet? Ist ein Transport von lebenden Fröschen allein für kulinarische Zwecke aus Sicht des Bundesrates vertretbar? Mit welchen Methoden werden Frösche in den in- und ausländischen Schlachtbetrieben betäubt und getötet? Wie gross ist der Anteil der Zuchttiere am Total der zu Speisezwecken in

die Schweiz importierten Frösche? Lassen sich Frösche, welche zu Speisezwecken geeignet sind, überhaupt in diesen riesigen Mengen züchten? In welchen Ländern sind diese Zuchtbetriebe, und wie sind die Tierhaltebedingungen dort? Wie und von wem werden diese Betriebe kontrolliert? Wie stellt sich der Bundesrat dazu, dass für eine fragliche Delikatesse Millionen von Tieren der freien Natur entnommen und damit die schon bedrohten Amphibienpopulationen zusätzlich gefährdet werden? Welche Lösungsvorschläge sieht der Bundesrat, damit die Einfuhr und der Verzehr von Fröschen verringert werden können?“

Am 3. Februar 2010 antwortete der Bundesrat wie folgt:

„Insgesamt werden jährlich etwa 450'000 Frösche (vorwiegend aus der Türkei) lebend in die Schweiz importiert und hier geschlachtet. Froschschenkel sind Lebensmittel tierischer Herkunft. Werden die gesetzlichen Vorgaben eingehalten, ist der Transport von lebenden Fröschen sowie allgemein von lebenden Tieren zur Lebensmittelgewinnung vertretbar. In der Schweiz werden die lebenden Frösche in der Regel stark abgekühlt und anschliessend enthauptet. Wie weitgehend die Empfindungsfähigkeit der Frösche durch das Abkühlen tatsächlich ausgeschaltet wird, ist wissenschaftlich noch nicht eingehend geklärt. Die gleiche Methode wird auch von ausländischen Schlachtbetrieben angewendet. Vereinzelt wird die Enthauptung der Frösche nach einer Elektrobehandlung durchgeführt. Bei den importierten lebenden Fröschen handelt es sich um Wildfänge. Ob und in welchem Ausmass Frösche zur Lebensmittelgewinnung gezüchtet werden, ist nicht bekannt. Der Konsum von Froschschenkeln liegt in der Verantwortung der Konsumentinnen und Konsumenten. Solange die Tierschutz- und die Lebensmittelgesetzgebung eingehalten werden, sieht der Bundesrat keinen Handlungsbedarf.“

Bezüglich der Informationen, die Maya Graf erteilt wurden, weist die Koordinationsstelle für Amphibien- und Reptilienschutz in der Schweiz (KARCH) darauf hin, dass beim Eidgenössischen Parlament lancierte Aktionen gegen den Handel mit Froschschenkeln immer auf starken Widerstand der Westschweizer Politikerinnen und Politiker stiessen. Der Bundesrat begründet sein fehlendes Handeln auch damit, der Konsum von Froschschenkeln liege in der Verantwortung



Am 9. April 2010 strahlte das Westschweizer Fernsehen eine Sendung über den Transport und die Haltung lebend importierter Frösche aus. Die Reportage zeigte die erbärmlichen Bedingungen, unter denen die Frösche aus der Türkei importiert wurden, um anschliessend in der Fischzucht „Pisciculture des enfers“ in Le Locle (NE) geschlachtet zu werden.



Der Angestellte der Fischzucht erklärte, „pro Stunde 1600 Frösche“ zu enthaupten. Danach befragt, ob die Tiere leiden würden, meinte er: „Nein, ich glaube nicht.“



Die Frösche werden ausgeblutet und zerschnitten. Gegessen werden nur die Hinterschenkel. Der Rest, also 85% des Körpers, wird als Abfall verbrannt.

der Konsumentinnen und Konsumenten. Ein guter Grund somit, um diese Petition zu unterzeichnen und unterzeichnen zu lassen. Wir möchten sie bei der Bundeskanzlei mit möglichst vielen Unterschriften einreichen. Es handelt sich nämlich nicht um die Mehrheit der Westschweizer, sondern nur um eine kleine Zahl von ihnen, die den Konsum von Froschschenkeln befürwortet. Da dieser Handel aber mit so viel Leid verbunden ist und für einen blossen kulinarischen Genuss ein derartiges ökologisches Ungleichgewicht entsteht, kann der Vertrieb ohne Bedauern eingestellt werden.



# Petition

## Froschschenkel

### Nein Danke, nicht auf meinem Teller !

In der Schweiz werden jährlich 150 Tonnen Frösche aus Indonesien importiert. Dafür werden 8 Millionen Tiere geschlachtet.  
500'000 lebende Frösche werden zusätzlich aus der Türkei importiert.

Sie werden in freier Wildbahn gefangen, in Kühlboxen verpackt und in die Schweiz versandt, ohne jegliche Gesundheitskontrolle. Sie werden an Fischzuchten weitergeleitet wo sie geschlachtet werden. Man trennt den Kopf ab, dreht sie um und schneidet mit einer spitzen Schere die Hinterschenkel ab. Kopf und Rumpf werden danach verbrannt. Dieses Verfahren ist anerkannt und erlaubt. Das kleine Vergnügen ist jedoch nicht ohne Konsequenzen. In Indonesien hat der massive Export von Fröschen das natürliche Gleichgewicht derart gestört, sodass sich Insekten, welche Krankheiten an die Bevölkerung übertragen können, rasant vermehren. Die Landwirte sind gezwungen, vermehrt Insektentönsmittel zum Schutz ihrer Ernten einzusetzen. Indien hat aus diesem Grund den Export seiner Frösche verboten.

Dieser Tatsache bewusst, verlange ich ein vollständiges Importverbot von Fröschen für den Konsum.  
Ich verpflichte mich, einheimische Frösche und deren Lebensraum zu respektieren, damit ihre wichtige Aufgabe im Ökosystem erhalten bleibt.

	Name, Vorname	Adresse	Unterschrift
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

**Laufzeit der Petition : 31. Mai 2011.** Lancierung der Petition : 1.Juni 2010. Alle Personen können die Petition unterschreiben, ohne Rücksicht auf Alter, Nationalität oder Gemeinde. Die Petition ist an untenstehende Adresse zu schicken, wo auch zusätzliche Formulare erhältlich sind : LSCV, CP 148, CH - 1226 Thônex • T 022 349 73 37 • admin@lscv.ch • www.lscv.ch

Petition unterstützt von :



**Sylvie Benoît, welche die Petition lanciert hat, erklärt, wie es zu dieser Aktion kam:**

„Die Idee, diese Petition zu lancieren, kam auf, nachdem das Westschweizer Fernsehen Anfang April eine Sendung über den Import und Handel von Froschschenkeln ausgestrahlt hatte. Zu sehen waren insbesondere lebendig importierte, verpackte und in einer Fischzucht in Le Locle geschlachtete Frösche. Ich erhielt viele Anrufe von Leuten, die entrüstet forderten, die Liga müsse etwas gegen diesen Handel unternehmen. Daraufhin wandte ich mich an das Neuenburger Veterinäramt. Dieses bestätigte mir, der Import und das Schlachten der Tiere sei in der Schweiz völlig legal.

Als ich meine Nachforschungen fortsetzte, erkundigte ich mich nach den importierten Mengen. Ich konnte es kaum glauben, als von „Tonnen“ die Rede war. Schliesslich sind für eine Tonne unglaublich viele Froschschenkel erforderlich. Als ich die Menge der importierten Schenkel erfuhr, war ich wie betäubt. 150 Tonnen alleine in der Schweiz – dies entspricht einer Million Frösche. Fragen Sie einmal die Leute um sich herum – niemand kann sich eine solche Anzahl Tiere oder das ökologische Desaster vorstellen, das mit dem Fang all dieser Amphibien verbunden ist. Dessen sind sich wahrscheinlich nicht einmal die Liebhaber von Froschschenkeln bewusst. Angesichts der Tatsache, dass das Einfangen von Fröschen in unserem Land verboten ist, ist es äusserst scheinheilig, diese Art von Handel aus blossem „kulinarischem Vergnügen“ zu tolerieren. Die Ernährung stellt einen wichtigen Aspekt der Zivilisation und – wie ich gerne glauben möchte – der Entwicklung dar. Durch die Wahl, die wir treffen, können wir den Handel beeinflussen. Das Problem der Frösche betrifft uns alle, da es sich um eine weltweite Problematik handelt. Durch unser Essverhalten bringen wir Tiere um, die für ihre Umwelt nützlich sind. Durch unsere Ignoranz setzen wir schädliche Ernährungstraditionen fort. Wenn die Liebhaber von Froschschenkeln das Leid dieser Amphibien und ihr Einfangen beobachten könnten, bis sie auf unserem Teller landen, würden die meisten künftig wohl auf den Konsum verzichten. Dies stellt einen der Gründe dar, warum wir die Petition lanciert haben.“



#### ► Tierschutz

## Aussterbende Frösche in Ägypten

Während die menschliche Bevölkerung in Ägypten explosionsartig zunimmt, sind andere Lebewesen vom Aussterben bedroht. Das Quaken der Frösche, die einst in grosser Zahl in den Gewässern des Nils lebten, war stets überall im Land zu hören. Seit einigen Jahren ist das vertraute Geräusch aber nahezu verschwunden.

Dr. Samy Zalat, Professor für Biodiversität und Evolutionsbiologie am ägyptischen Umweltministerium, machte als erster auf das Problem aufmerksam. Die Amphibien seien gleich in mehrfacher Hinsicht bedroht. Durch die Bevölkerungsexplosion werde ihr natürliches Umfeld zerstört. Wegen Pestiziden, die in die Kanäle gerieten, würden die Tiere zudem vergiftet oder verstümmelt. Andere Räuber wie Schlangen, Eidechsen und sogar Vögel stellten ebenfalls eine Gefahr für die Tiere dar. Am gefährlichsten sei wohl der Louisiana-Flusskrebs (*Procambarus clarkii*). Der aus Südamerika stammende Krebs, der den Nil heimgesucht hat, ernährt sich hauptsächlich von Kaulquappen. Das Ökosystem ist deshalb stark gestört. Abschliessend meint Dr. Zalat jedoch: „Das eigentliche Problem ist aber das massive Einfangen von Fröschen, die bei Tierversuchen an den Universitäten eingesetzt werden.“

### Praktische Arbeiten und Tierversuche

Der Frosch ist in Ägypten mit Sicherheit das am häufigsten sezirierte Tier. Er lässt sich leicht einfangen und kann kostengünstig gelagert werden. Zudem gleicht sein Bau demjenigen der meisten Säugetiere.

An den medizinischen und pharmakologischen Fakultäten sämtlicher Universitäten in Ägypten werden Sezierkurse erteilt. Laut einer von Dr. Zalat durchgeföhrten Studie sezieren die Studierenden der verschiedenen Fakultäten jährlich rund fünfzehn Frösche.

„Bei durchschnittlich 6'000 Studierenden pro wissenschaftlichem Gymnasium und dreizehn öffentlichen Universitäten mit mehreren wissenschaftlichen Fakultäten wird die Zahl der jährlich sezirierten Frösche auf 1,1 Millionen geschätzt“, erklärt Dr. Zalat. Zudem werden nicht alle Frösche verwendet. Während einige zu klein sind, sterben andere beim Einfangen oder Halten. Gemäss Dr. Zalat beträgt die tatsächliche Zahl der sezirierten Tiere 1,5 Millionen.

Wie schon sein Vater lebt Rashed El-Refaey vom Froschfang und verkauft die Tiere an die wissenschaftlichen Fakultäten. Er hat das Problem erkannt: „Die Fakultäten der Universität Kairo bestellen jährlich 250'000 Frösche. Diese können während neun Monaten eingefangen werden. Diesen Ansprüchen zu genügen, erweist



sich als schwierig. Ich muss bis nach Südagypten reisen, um genügend Frösche zu finden.“

### Katastrophale Haltebedingungen

Tausende von Fröschen werden in kleinen Bassins gehalten. Gemäss den Schätzungen von Dr. Zalat erstickt 10% der Tiere. „Die Art, wie die Frösche während dem Sezieren gehalten werden, verstößt gegen die Religion. Es kann vorkommen, dass sie während einem Versuch erwachen. Zudem gibt es keine Anweisungen, was mit den Tieren nach ihrer Verwendung geschehen soll. Meistens werden sie mit dem Abfall entsorgt.“ Eine Studentin der pharmakologischen Fakultät erklärt: „Ich seziere nicht gerne Frösche. Ich habe das Gefühl, ein lebendes Tier zu töten. Für mich als Studentin zählen aber nur das Studium und der Erfolg. Ich kümmere mich nicht um die Umwelt.“ Eine andere Studentin meint: „Wie können Frösche angesichts der vielen Eier, die sie legen, überhaupt aussterben?“

„Von den zahlreichen Eiern überleben nur 10%“, erklärt Dr. Zalat. „Von diesen wiederum wird eine grosse Zahl zum Sezieren verwendet.“

Seiner Ansicht nach hat das Verschwinden der Frösche zur Folge, dass das Ökosystem durcheinander gerät.

„Frösche und Kaulquappen spielen eine wichtige Rolle in der Nahrungskette. Sie sind auch wichtig, um die explosionsartige Vermehrung von Mücken und Fliegen zu verhindern.“

### Computermodelle als Ersatz von Tierversuchen

Andere Tierarten wie Schlangen und Skorpione sind am Mittelmeer bereits verschwunden. Im Rahmen einer Pressekonferenz wurde ein Projekt lanciert, das den Einsatz von Computern statt Tieren ermöglicht. Bis das Vorhaben aber umgesetzt wird, werden weiterhin zahlreiche Frösche eingefangen. „Noch vor zehn Jahren konnte ich in einer Stunde tausend Frösche fangen“, meint Rashed El-Refaey. „Vor einigen Monaten benötigten vier Personen vier Tage, um 140 Frösche einzufangen. Ich fürchte, dass wir diese Tiere eines Tages aus den Vereinigten Staaten importieren müssen, um dem Bedarf an den ägyptischen Universitäten zu entsprechen.“

Zusammenfassung eines übersetzten und im April 2007 publizierten Artikels der „Zeitung Turkish Weekly“ aus Ankara

## Editoriale

Cari Soci,  
Care amiche e cari amici della Lega,  
Care lettrici e cari lettori,

Sul presente numero del giornale troverete informazioni su alcune azioni in corso e future della Lega.

La nostra petizione indetta lo scorso giugno contro il consumo di cosce di rana è tuttora in fase di raccolta firme. Non abbiamo potuto pubblicarla sul nostro giornale precedente per mancanza di spazio, sicché la troverete a p. 30. Può inoltre essere telecaricata dal nostro sito internet. La data limite di raccolta delle firme è stata fissata al 31 maggio 2011 e la petizione sarà depositata a Berna il prossimo giugno, in occasione della sessione estiva del Parlamento.

**I nostri soci sono inoltre invitati a prendere parte alla nostra Assemblea generale straordinaria sabato 18 settembre p.v.,** che verterà sulla modifica dell'articolo 14 del nostro statuto (p. 32). Abbiamo dovuto organizzare questa assemblea in tempi molto brevi per via del ricovero in ospedale della nostra Tesoriera del Comitato, Marina Zumkeller.

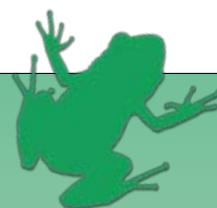
Marina ha inizialmente occupato la carica di segretaria dell'ufficio della Lega per diversi anni. Giunta all'età della pensione nel 2007, Maja Schmid ha ripreso questo posto, che tuttora occupa. Non volendo cessare completamente ogni attività presso la Lega, Marina ha continuato ad occuparsi della contabilità.

Il ricovero di Marina ci intristisce e le rinnoviamo i nostri più sinceri auguri di pronta guarigione. La ringraziamo per tutti gli anni che ha dedicato alla protezione degli animali e per la sua lotta contro la vivisezione. In termini organizzativi, poiché la Lega non ha più fatto eleggere formalmente un(a) segretario(a) da diversi anni, l'improvvisa cessazione delle attività di Tesoriera di Marina è problematica per la gestione finanziaria della Lega. Abbiamo fatto convalidare dalla precedente Assemblea generale il diritto di firma per Maja (vedi giornale di giugno 2010), ciò che era stato accettato all'unanimità dai soci presenti, ma tale votazione non è ritenuta sufficiente dagli studi notarili in termini legali, e pertanto numerose successioni sono attualmente bloccate. Per prevenirne situazioni di questo tipo in futuro, vi proponiamo una modifica del nostro statuto che consente di ampliare il diritto di firma quale attualmente proposto. In questa stessa assemblea, sotporremo inoltre l'elezione di Maja al posto di segretaria del Comitato.

Cogliamo l'occasione per ricordarvi che rinnoveremo interamente il Comitato della Lega in occasione della prossima Assemblea generale nel marzo 2011. Saremo lieti di accogliere tutte le nuove proposte di candidature. Ci auguriamo soprattutto di suscitare vocazioni nelle regioni svizzere tedesche !

Augurandoci di accogliervi numerosi il 18 settembre prossimo, vi inviamo i nostri saluti più cordiali.

Il Comitato



## Campagna « Per la sostituzione nuovi metodi sostitutivi »

**La nostra campagna di affissione pubblica svoltasi dal 17 maggio al 2 giugno 2010, è stata molto favorevolmente accolta dal pubblico, e non possiamo che rallegrarcene. L'utilizzazione di metodi sostitutivi per la ricerca medica è tuttora poco conosciuta e pochi sanno che, contrariamente alle dichiarazioni fatte dagli ambienti scientifici, non è stato fatto nessuno sforzo per consentirne lo sviluppo.**

Eppure l'art. 22 della Legge sulla protezione degli animali obbliga la Confederazione a «sostenere» e «promuovere» i metodi in grado di sostituire gli esperimenti sugli animali. In vista di tale obiettivo, la Confederazione ha istituito nel 1987 la Fondazione Ricerche 3R. Sul nostro giornale di settembre 2009 avevamo descritto la pietosa attività di questa Fondazione, parassitata dal lobby farmaceutico e qualche poltrone.

Dotata di una misera linea finanziaria di Fr 800'000--, sostiene a malapena cinque o sei progetti all'anno, allorché durante lo stesso periodo in Svizzera sono autorizzati qualcosa come 800 o 900 nuovi esperimenti sugli animali. Non succede quel granché in questa Fondazione, il che non sorprende dato il suo funzionamento opaco. Volendo saperne un pò di più, le abbiamo rivolto qualche domanda per esempio sulla nomina dei membri. Avevamo inoltre chiesto di ricevere copia del suo atto di fondazione e del suo regolamento. Primo rifiuto categorico della Fondazione in data 11 febbraio 2010 adducendo come motivazione che tali documenti sono ad uso «interno». Abbiamo dunque dovuto insistere e far presente che questo rifiuto è inaccettabile «dato l'impegno finanziario della Confederazione ed il coinvolgimento di rappresentanti parlamentari, alla luce della legislazione vigente, quale la LTras». La Fondazione finirà, seppur malvolentieri, col comunicarci il suo atto di Fondazione. Quanto al regolamento, il suo segretario ci ha informati il 16 febbraio che «il regolamento della Fondazione è un atto interno che disciplina le prassi amministrative in seno alla fondazione. Trattandosi della prima volta che qualcuno chiede di riceverne copia, devo prima di tutto prendere contatto con il Consiglio di Fondazione, tanto più che la LTras non si applica in questo caso concreto (vedi art. 2 cpv.1 lett. b.)».

Siamo tuttora in attesa di una risposta...  
Ci rimaneva ancora la speranza che la Confederazione si impegnasse in programmi europei o internazionali volti alla sostituzione della sperimentazione animale. Purtroppo l'assenza totale di coinvolgimento si è rivelata ancor più drammatica di quanto si



### IMPRINTUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

**Pubblicazione:** Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV.  
**PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Edipress, su carta riciclata Snow-Print 60 gm2    **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret    **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE    **T** 022 349 73 37    **F** 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch    **Quota annua dei Soci:** Minimo CHF 15.-    **CCP 12-2745-6**    **L'ufficio è aperto tutte le mattine da lunedì a venerdì dalle 9 alle 12, ed i pomeriggi di lunedì, mercoledì e giovedì dalle 14 alle 17.**

# delle sperimentazioni animali con

potesse pensare. L'Ufficio federale di veterinaria (UFV) ci ha risposto il 21 giugno 2010 : « *Il sostegno apportato alla Fondazione Ricerche 3R costituisce il pilastro centrale della promozione dei metodi volti a ridurre gli esperimenti sugli animali. Tramite questo sostegno, la Confederazione contribuisce in modo determinante a ridurre il numero di animali utilizzati nella sperimentazione animale, a rendere i metodi meno lesivi ed in ultima analisi a sostituire la sperimentazione animale con altri metodi. Attualmente, la Confederazione non sostiene altri progetti volti verso obiettivi dello stesso tipo (...)* »

Il tono bonario della risposta dell'UFV e la passività della Confederazione non hanno nulla di sorprendente. Per obbligarli a sostenere realmente i metodi sostitutivi, ci vorrebbe o una pressione dell'opinione pubblica o un intervento del Parlamento.

Per quanto riguarda il pubblico, la Lega e qualche altro organismo si adopera già da anni ad informare sull'interesse di questi metodi. Ma la problematica è complessa ed oggi come oggi è illusorio immaginare una mobilitazione su questo tema.

A livello di Parlamento, è più facile agire. A patto di destare un interesse sufficiente tra i nostri eletti politici... La fine della nostra cam-

pagna coincideva con l'inizio della sessione estiva del Parlamento (dal 31 maggio al 18 giugno 2010), sicché abbiamo contemplato l'allestimento di una conferenza all'attenzione dei nostri parlamentari. Abbiamo proposto di organizzare tale conferenza tramite il KTT<sup>(1)</sup>, che raggruppa i rappresentanti della protezione degli animali delle commissioni cantonali sulla sperimentazione animale, presentate da due rappresentanti della Lega. Luc Fournier ha presentato il progetto in occasione di una seduta del KTT a Berna il 28 aprile 2010, progetto che è stato accettato. È stato proposto che Luc si metta in contatto con la consigliera nazionale basilese Maja Graf per sottoporle il progetto di conferenza. Maja Graf l'ha informato dell'elaborazione già in corso a sua cura di un'interpellazione al Parlamento sull'attività della Fondazione Ricerche 3R (p.24). Si è pertanto deciso di attendere la decisione del Consiglio federale e di organizzare un intervento in Parlamento in occasione della sessione autunnale che si terrà dal 13 settembre al 1º ottobre p.v.. Nel frattempo, in seguito alle dimissioni in agosto di due consiglieri federali, è probabile che la sessione autunnale sia principalmente dedicata alle nuove elezioni, rinviando pertanto il nostro progetto a fine novembre, ossia alla sessione invernale. Questo rinvio può malgrado tutto rivelarsi positivo in quanto ci lascerebbe il tempo di preparare meglio il nostro intervento e soprattutto di avvicinare i consiglieri nazionali romandi per assicurarci del loro sostegno. Per il momento, soltanto alcuni eletti della Svizzera tedesca sostengono questa azione...

Il Comitato di redazione

<sup>(1)</sup> KTT (Konferenz der Tierschutzdelegierten der kantonalen Tierversuchskommissionen). Ragguppa i membri attivi nella protezione degli animali che fanno parte delle commissioni dei cantoni di Basilea, Zurigo, Berna, Vaud, Ginevra e Friburgo.



- ▶ Statistiche degli esperimenti sugli animali in Svizzera nel 2009

## Finalmente un calo

Stando alle statistiche pubblicate il 29 giugno 2010 dall'Ufficio federale di veterinaria (UFV), sono stati utilizzati 706'104 animali per esperimenti in Svizzera nel 2009. Dopo una decina d'anni di incrementi consecutivi, il numero di animali utilizzati è leggermente sceso.

L'80% degli animali sono roditori. Sono ancora loro, insieme ai pesci (utilizzati in eco-tossicologia) a subire gli esperimenti più dolorosi (grado 3). Sono stati utilizzati 384 primati (7 in grado 3), come pure 716 gatti e 5'399 cani.

Anche il bestiame è stato coinvolto in numerosi esperimenti, con 5'475 bovini, 5'320 maiali, 2'389 cavalli ed asini, e 1'789 pecore e capre.

3'329 esperimenti erano in corso di validità nel 2009 ed i cantoni hanno rilasciato 1'051 nuove autorizzazioni di sperimentazioni animali, pari ad un incremento del 19% rispetto all'anno precedente. Sono state rifiutate 10 richieste di autorizzazione di cui 6 per il solo cantone di Argovia (che ha delegato lo studio ed il controllo dei suoi esperimenti al cantone di Basilea).

Le statistiche complete possono essere visionate sul sito Internet dell'UFV all'indirizzo seguente: [www.tv-statistik.bvet.admin.ch](http://www.tv-statistik.bvet.admin.ch)

## L'FNS ha decisamente perso la testa



Principale organismo di sostegno pubblico alla ricerca medica in Svizzera con 280 milioni di franchi di sussidi elargiti, il Fondo nazionale per la ricerca scientifica (FNS) è anche un fervente sostenitore della ricerca sugli animali. Numerosi scienziati devono aver creduto di avere le travegole leggendo il numero di giugno 2010 di *horizons*, rivista dell'FNS, che fino ad oggi ci aveva abituati a vantare gli ennesimi risultati di sperimentazioni animali « *in grado di aprire nuove vie terapeutiche* ».

**« Une alternative à la vivisection »**  
(Un'alternativa alla vivisezione) : questo è il titolo dell'articolo dedicato alla consegna del premio Naef. Che *horizons* parli finalmente (dopo 10 anni di esistenza) del premio Naef è già piuttosto sorprendente. Ma che addirittura osi parlare di « vivisezione » lo è ancora di più, tanto questo termine è da lungo tempo bandito dagli ambienti della ricerca per via della sua connotazione negativa presso il pubblico.

► Curia Vista - Atti parlamentari

# Fondazione Ricerche 3R. Quo vadis?



## 10.3576 – Interpellanza

Depositato da : Graf Maya  
 Data del deposito : 18.06.2010  
 Depositato il : Consiglio nazionale  
 Stato attuale : Non ancora trattato

### Testo depositato

Il Consiglio federale è invitato a esprimersi in merito alle seguenti domande:

- 1. Come possono essere valutati il raggiungimento degli obiettivi e le prestazioni della Fondazione Ricerche 3R?**
- 2. Quali sono i criteri che permettono di valutare un progetto approvato quale «progetto concluso positivamente»?**
- 3. Esiste una valutazione sistematica o un controllo dell'efficacia per le prestazioni e il raggiungimento degli obiettivi della Fondazione Ricerche 3R? Se sì, quali sono questi sistemi di controllo?**
- 4. Quali sono concretamente i benefici dell'attività della Fondazione per la protezione degli animali e anche in questo caso: come vengono definiti i criteri di successo?**
- 5. Quali sono i vantaggi concreti per gli animali da laboratorio ottenuti tramite le prestazioni della Fondazione e dei progetti approvati?**
- 6. Cosa farà la Fondazione in futuro per gestire l'aumento delle richieste e per promuovere più richieste/progetti?**
- 7. Quanti contributi in più occorrono per promuovere almeno il 50 per cento delle richieste/progetti in un anno?**
- 8. Cosa intende fare concretamente la Fondazione in futuro per garantire una realizzazione e una sostenibilità migliori dei progetti approvati?**

### Motivazione

L'obiettivo della Fondazione Ricerche 3R è la promozione della ricerca sui metodi alternativi alla sperimentazione sugli animali tramite il finanziamento di progetti. La Fondazione sostiene principalmente progetti di ricerca incentrati su nuovi metodi o sullo sviluppo di metodi esistenti (validazione di metodi) intesi a migliorare la prassi attuale che implica animali da laboratorio in base ai principi 3R (Reduce, Refine, Replace, ovvero ridurre, migliorare, sostituire).

Nel 2008, alla Fondazione sono stati accordati contributi per 850 000 franchi (425 000 franchi dalla Confederazione e altrettanto da Interpharma). Sono stati sostenuti progetti per un importo totale di 555 000 franchi e alla fine del 2008 la Fondazione disponeva ancora di 560 000 franchi di contributi non utilizzati. Per il 2010 vi sono circa 500 000 franchi disponibili per progetti. Dal 2001 il numero delle domande è in aumento (15 nel 2001, 13 nel 2002, 25 nel 2003, 24 nel 2004, 17 nel 2005, 23 nel 2006, 14 nel 2007 e 28 nel 2008), il numero di progetti approvati invece è rimasto costante (4-6 all'anno). Ciò fa sorgere diverse domande, per esempio, ci si chiede quali progetti approvati hanno permesso a quanti animali all'anno di evitare di essere utilizzati per la sperimentazione animale.

### Cofirmatari (7)

Birrer-Heimo Prisca, Donzé Walter, Ingold Maja, Jans Beat, Moser Tiana Angelina, Stump Doris, Zisyadis Josef

[http://www.parlament.ch/i/suche/pagine/geschaefte.aspx?gesch\\_id=20103576](http://www.parlament.ch/i/suche/pagine/geschaefte.aspx?gesch_id=20103576)

## Funzionamento del Parlamento

Ogni cantone elegge il proprio governo e definisce la propria politica in base a leggi cantonali. Ogni 4 anni, ogni cantone elegge, tramite votazione popolare, i propri rappresentanti al Parlamento federale di Berna. Il Parlamento (o Assemblea) federale è il potere legislativo e comprende due camere :

### Consiglio nazionale

La Camera del popolo, chiamata Consiglio nazionale. È composta da 200 membri distribuiti tra i cantoni proporzionalmente alla popolazione rispettiva.



### Consiglio degli Stati

La Camera dei cantoni, chiamata Consiglio degli Stati. Conta 46 seggi. I deputati delle due camere sono eletti per 4 anni. Eleggono, per 4 anni, i 7 membri (ministri) del Consiglio federale, che rappresenta il potere esecutivo. La presidenza della Svizzera è espletata a turno da uno dei 7 consiglieri federali, per un anno.

### Attività del Parlamentare

I Parlamentari sono incaricati di votare le leggi. Queste ultime sono elaborate e previamente negoziate in seno ad una commissione parlamentare composta dai diversi rappresentanti politici. Ogni consiglio dispone di 12 commissioni permanenti. Le commissioni del Consiglio nazionale sono composte da 25 membri, mentre sono 13 i membri delle commissioni del Consiglio degli Stati.

### Le Sessioni Parlamentari

La sessione è il periodo durante il quale il Parlamento si riunisce per deliberare. Il Consiglio nazionale ed il Consiglio degli Stati si riuniscono quattro volte all'anno per sessioni ordinarie della durata di tre settimane ciascuna.

► Alternative alla sperimentazione animale

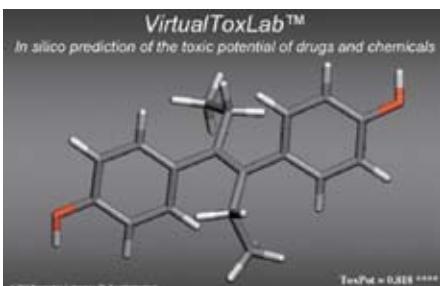
# VirtualToxLab

ovvero quando l'informatica sostituisce vantaggiosamente la sperimentazione animale

**L'istituto di ricerca svizzero Biographics Laboratory 3R, con sede a Basilea, ha messo a punto il software VirtualToxLab. Questo laboratorio virtuale in silico consente di predire, in brevissimo tempo – ossia qualche ora – la tossicità di prodotti farmaceutici, composti chimici e sostanze naturali.**

Si impegna sulla modellizzazione delle interazioni che si producono tra la sostanza da testare (per esempio un farmaco) ed una dozzina di proteine presenti nelle cellule del corpo umano, di cui si conosce la capacità di generare effetti nefasti per l'organismo quando interagiscono con determinate sostanze. Una forte affinità della molecola testata per una di queste proteine lascia generalmente presagire un effetto tossico.

Poiché attualmente la maggior parte dei test di tossicità sono effettuati *in vivo*, una maggiore divulgazione di questo tipo di strumenti consentirebbe di salvare la vita di migliaia di animali. Questo software può risultare molto interessante anche per la ricerca biomedica. Ogni anno, vengono testate migliaia di sostanze potenzialmente interessanti per la ricerca farmaceutica e accade spesso che una sostanza promettente di primo acchito, si riveli di fatto tossica e che si debbano interrompere le ricerche. L'utilizzazione di un software quale VirtualToxLab consentirebbe pertanto di testare queste molecole prima che vengano sintetizzate in laboratorio, e di eliminare quelle che presentano un potenziale tossico.



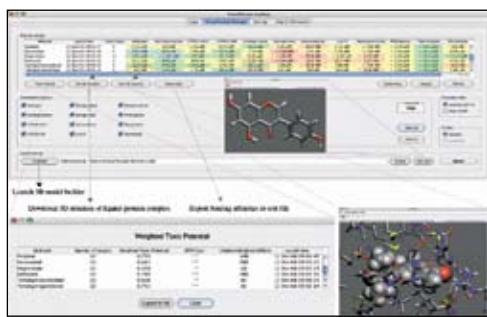
Un'altra vasta sfera di applicazione riguarda i prodotti chimici: nell'ambito della legislazione europea REACH intesa a verificare la tossicità di 30'000 sostanze chimiche, il Prof. Angelo Vedani, fondatore di Biographics Laboratory 3R, ritiene che le sostanze in questione potrebbero essere testate avvalendosi di VirtualToxLab per individuare i composti più tossici in silico ed evitarne pertanto l'ulteriore test sugli animali. Perchè ciò sia possibile occorre anzitutto che il metodo sia riconosciuto e convalidato dagli organi abilitati.

Dal 2007, VirtualToxLab è messo a disposizione di tutte

le organizzazioni attive in campo scientifico. È accessibile via Internet per una modica somma di iscrizione per le università, le associazioni ambientaliste a scopo non lucrativo e gli enti governativi. Le industrie possono usufruirne, tuttavia ad un prezzo più elevato. A tutt'oggi, sono stati testati oltre 2'500 prodotti e tutti i risultati sono consultabili sul sito Internet [www.virtualtoxlab.org](http://www.virtualtoxlab.org).

Christel Forré

Articolo tratto dal numero 3/2009 della rivista ALTEX



## Prossimi saloni in cui la LSCV terrà uno stand

Sabato 25 e domenica 26 settembre 2010

### 9a Festa della Bio e del benessere a Evian (F)

**Luogo:** Salle Passerat, route des Tours, 74500 Evian les Bains

**Orario di apertura:** sabato e domenica: 09.00 – 18.00

**Ingresso e parcheggio gratuiti**

La LSCV sarà presente per la prima volta a questo salone. Ringraziamo sinceramente l'organizzatore del salone, Eugène Herrero (la cui società Callyopé - l'Arche Bleue – è sul nostro elenco di cosmetici non testati sugli animali già da diversi anni) che ha messo gratuitamente a nostra disposizione uno spazio per allestire il nostro stand. Distribuiti su 1200 m<sup>2</sup>, 120 stand e atelier proporranno diversi prodotti biologici, terapie alternative, ecc. Sono previste diverse conferenze ed un ristorante bio sarà a disposizione dei visitatori per tutto il week-end.

Sabato 16 e domenica 17 ottobre 2010

## ANIMALIA

**16e Salone internazionale di animali di compagnia**

**Luogo:** Palais de Beaulieu, Losanna (VD),

**Orario di apertura:** sabato e domenica: 09.00 – 18.00

La LSCV sarà presente per il quarto anno consecutivo. Con oltre 20'000 visitatori, si tratta della più importante mostra animaliera in Svizzera. Quest'anno abbiamo previsto di esporre parte dei manifesti che abbiamo ricevuto per il nostro concorso «Per la sostituzione delle sperimentazioni animali con nuovi metodi sostitutivi».

Ci auguriamo di accogliervi numerosi sul nostro stand per questi due saloni. Alcuni membri del Comitato saranno presenti per rispondere alle vostre domande sul funzionamento della Lega e sulle nostre azioni in corso.

## Nuovo veicolo per la LSCV

Fino ad oggi, quando la nostra partecipazione a stand o manifestazioni necessitava lo spostamento di materiale importante, ci siamo rivolti ad un'agenzia di autonoleggio. Con il passare degli anni, il nostro materiale espositivo è andato sviluppandosi. Abbiamo ideato moduli e vetrine espositivi che ci consentono di presentare al pubblico l'utilizzazione di diversi metodi sostitutivi. Per caricare e scaricare questo materiale, era necessaria molta movimentazione aggravando inutilmente la mole di lavoro dei nostri volontari già occupati nell'animazione dello stand durante una giornata intera o un week-end.

Il Comitato ha pertanto preso la decisione di acquistare uno dei veicoli noleggiati.

Acquisto effettuato, e l'interno del furgone sarà prossimamente allestito per contenere tutto il nostro materiale espositivo.

L'obiettivo è farne un veicolo itinerante che consenta di allestire stand informativi in tutta la Svizzera. **Questo furgone è a disposizione di tutti i soci che desiderano allestire uno stand.** Le persone interessate possono mettersi in contatto con l'ufficio della Lega, nei giorni ed agli orari indicati nell'impressum.



► Ginevra - Commissione per la protezione degli animali (CCCPA)

## Per una vera trasparenza nella detenzione degli animali a Ginevra

**Nel nostro rapporto di attività del 2009 (vedi giornale di marzo 2010) abbiamo accennato all'auspicio dell'autorità cantonale ginevrina di sopprimere l'attività di controllo della CCCPA. Questo auspicio si è concretizzato il 5 maggio 2010, quando il Dipartimento degli affari regionali dell'economia e della sanità (DARES), incaricato degli affari veterinari, ha messo in consultazione il suo progetto di nuovo regolamento di applicazione della legge federale sulla protezione degli animali.**

La possibilità conferita ai membri della CCCPA di effettuare controlli nelle aziende agricole che detengono animali? Soppressa. L'unica competenza deputata a questa commissione è il diritto di «prendere conoscenza dell'attività operativa del servizio relativamente alla protezione degli animali» (sic!).

Per giustificare la fine della CCCPA, il DARES citava «un parere di diritto dell'UFV reso l'8 giugno 2009», che dichiarava l'attività della CCCPA non conforme alle «nuove disposizioni federali sulla protezione degli animali».

La Lega ha pertanto sollecitato l'Ufficio federale di veterinaria (UFV) il 14 maggio 2010, il quale ha risposto di non aver mai emesso un parere di diritto, ma una semplice presa di posizione «rispondendo pertanto a tre interrogativi postigli dal veterinario cantonale»!

Il 19 maggio 2010, la Lega interpella a sua volta la direzione generale del DARES, per denunciare la formulazione ingannevole dell'esposizione dei motivi del regolamento, concludendo:

«Il DARES non può dare atto di alcuna base legale che giustifichi la soppressione dell'attività di controllo della CCCPA. La redazione dell'esposizione dei motivi motiva la fine delle attività della CCCPA in virtù del diritto federale, allorché si tratta unicamente di una decisione politica. Benché il DARES sia stato informato il 6 marzo 2010 della decisione dell'UFV di rinunciare a pronunciarsi sulla compatibilità (della CCCPA) con la nuova OPAn, è particolarmente sconcertante che dia atto di un parere di diritto inesistente nella sua esposizione dei motivi per giustificare la necessità di nuove disposizioni». Il DARES era «vivamente invitato» a ritirare il suo progetto di regolamento.

In assenza della minima reazione del DARES che intende mantenere il progetto, la Lega

ha repertoriato una parte dei documenti che trattano dell'attività della CCCPA, acquistato il nome di campo internet [www.cccpa.ch](http://www.cccpa.ch) e creato un sito internet che descrive il funzionamento della commissione, nonché le manovre poste in essere da due anni dall'autorità cantonale per consentire la soppressione delle sue attività. Questi documenti sono stati messi on-line il 31 maggio 2010, parallelamente all'invio di un comunicato a tutti i deputati del Gran Consiglio di questo cantone. Sono poi stati diffusi annunci sulla stampa, per diversi giorni a partire da giovedì 10 giugno. L'11 giugno, il servizio giuridico del DARES ha contattato la Lega per proporre un incontro tra le parti interessate.

L'incontro si è svolto il 1° luglio, nei locali del DARES, rappresentato dalla direzione generale del dicastero, il veterinario cantonale, la sua gerarchia ed il servizio giuridico. Sul versante della protezione degli animali, Luc Fournier, membro della CCCPA rappresentava la LSCV, Anouk Thibaud rappresentava il rifugio di Darwyn. Nel corso di questo incontro, il DARES si è dichiarato molto irritato dalla modalità di comunicazione scelta dalla Lega, alla quale contesta in particolare «gli attacchi personali contro il veterinario cantonale». Dal canale nostro, condividiamo perfettamente il suo punto di vista. Constatando il deterioramento del rapporto con l'autorità cantonale, avevamo sollecitato, già a partire da maggio 2009 ed a più riprese, un incontro con il DARES, senza successo. È cresciuto che, ancora una volta, si debba ricorrere a questo tipo di azioni per essere sentiti. E se il DARES deplora il contenuto dei nostri attacchi, può prendersela solo con se stesso.

Ce ne sono che, una volta investiti di

una certa forma di autorità, pensano di non dover giustificare il proprio comportamento e di poter pertanto assumere decisioni favorevoli esclusivamente ai loro interessi o ambizioni. È pertanto lecito che la società civile si avvalga dei mezzi democratici a sua disposizione per rendere pubblici i casi di cui viene a conoscenza.

Comunque sia, l'esito di questo incontro sembra positivo in quanto il DARES, che si è dichiarato disposto a rivedere la propria posizione, ha chiesto alla Lega un nuovo progetto di regolamento che consenta il proseguimento dei controlli della CCCPA. Abbiamo incaricato uno studio legale specializzato in diritto amministrativo, di verificare il contenuto e mettere in forma il nostro progetto, che è stato inviato al DARES il 23 luglio 2010.

Entro la fine dell'estate, dovremmo ricevere informazioni sulla presa in conto delle nostre proposte. Vi terremo informati sul seguito delle operazioni sul nostro prossimo giornale.

Il Comitato di redazione



## Ruolo e rappresentanza della CCCPA

Il regolamento di applicazione M 3 50.02 precisa il funzionamento della CCCPA. Al 1° gennaio 2010, era composta dai 9 membri seguenti (un posto di rappresentanza della protezione degli animali è vacante) : 1 rappresentante della protezione degli animali (LSCV), 1 rappresentante delle società di addestramento canino, 2 rappresentanti degli ambienti agricoli, 1 rappresentante degli allevatori di gatti, 1 rappresentante dei commerci zoologici, 2 rappresentanti della Società ginevrina dei veterinari, 1 zoologo

### Interesse della CCCPA

Risiede nella rappresentanza dei suoi membri e nel potere di controllo di cui è investita per effettuare diverse verifiche, nella più assoluta indipendenza dall'autorità cantonale. La diversità della rappresentanza consente un ampio scambio di vedute quando si constata una situazione critica. Consente ai commissari di adottare una posizione comune soddisfacente e di comunicarla alle rispettive rappresentanze.

### Organizzazione dei controlli della CCCPA

I membri della commissione organizzano liberamente i controlli, sulla base degli elenchi forniti dall'autorità cantonale. Detti controlli sono effettuati senza preavviso e per gruppi di due commissari. La CCCPA controlla le aziende agricole che detengono animali di rendita, gli allevatori e maneggi equestri, la detenzione di pollame e conigli, i canili, gli allevamenti di gatti, i parchi d'avventura, i commerci e parchi zoologici.

# Presa di posizione LSCV

Diverse procedure di consultazione sono state emanate dall'Ufficio federale di veterinaria (UFV) e l'Ufficio federale dell'agricoltura (UFAG) tra maggio ed agosto 2010. La LSCV ha emesso una presa di posizione sulle leggi e l'ordinanza seguenti:

## 1. Revisione della legge sulle epizootie

**Abbiamo sostenuto la modifica dell'art. 21, cpv 1, che vieta il commercio ambulante di cani.** L'obiettivo mirato è sopprimere gli abusi nella vendita di cuccioli, principalmente importati dai paesi est-europei. Questi animali sono acquistati in allevamenti in cui le femmine devono incessantemente partorire senza la minima igiene né vaccinazione. I cuccioli sono generalmente ammucchiati nei cofani di automobili per poi essere venduti in Svizzera a basso prezzo, attraverso inserzioni diffuse su Internet. Oltre alle sofferenze inflitte agli animali durante il trasporto, molti soccombono di svariate malattie qualche tempo dopo la loro adozione. Altri manifestano turbe comportamentali per via dello svezzamento prematuro. Il divieto di questo tipo di commercio era da tempo rivendicato dagli organismi di protezione degli animali. E se con la modifica della legge l'UFV si preoccupa principalmente di contenere i rischi di trasmissione di malattia a causa di questi animali importati, possiamo rallegrarci che questa disposizione sia anche favorevole alla protezione degli animali.

depositata in Parlamento il 20 dicembre 2007, incaricava il Consiglio federale di modificare la LPAn per rispondere alle esigenze imposte dalla mozione.

Attualmente, la LPAn vieta unicamente l'importazione di queste pelli. La legislazione europea è più restrittiva in quanto vieta, già dal 31 dicembre 2008, il commercio, l'importazione e l'esportazione delle pelli di gatti e cani. La modifica dell'art.14 mira ad armonizzare la nostra legislazione includendovi anche le pelli di cani.

### Art. 20a (nuovo) « Informazione del pubblico »

La stesura di questo nuovo articolo conferisce al Consiglio federale la possibilità di comunicare nel campo della sperimentazione animale. Nell'esposizione dei motivi, l'UFV scrive tra l'altro: «occorre migliorare la comunicazione e la trasparenza nel campo sensibile della sperimentazione animale per il quale il pubblico manifesta un profondo interesse».

L'allestimento di questa comunicazione è tuttora poco chiara, in quanto la protezione dei dati rimane garantita. Si tratta comunque di un primo passo soddisfacente, data l'assenza totale di informazioni obiettive provenienti dagli ambienti della ricerca.

### Modifica dell'art. 26 « Maltrattamento di animali »

Le pene previste in caso di maltrattamento erano già poco dissuasive, lo saranno ancora meno in futuro. In seguito all'entrata in vigore del nuovo codice penale il 1° gennaio 2007, che sostituisce le pene detentive di breve durata con aliquote giornaliere o lavoro di pubblica utilità, la LPAn deve rivedere le sue disposizioni. Per esempio, se degli animali soffrono inutilmente durante un esperimento (vedere il nostro dossier sugli esperimenti del Dott. Bize), in caso di negligenza la legislazione non prevede più una pena detentiva « o una multa di Fr 20'000.- al massimo », bensì « una pena pecuniaria di 180 aliquote giornaliere al massimo »...

In questo caso, purtroppo non si può non contestare la debolezza delle nuove sanzioni.

### Art. 35b (nuovo)

La stesura di questo nuovo articolo mira a conferire una base legale al sistema di informazione elettronica relativo agli esperimenti sugli animali.

Per memoria, la Lega aveva già partecipato alla messa in consultazione tra febbraio ed aprile 2009 dell'ordinanza sul « sistema d'informazione elettronico per la gestione degli esperimenti sugli animali (OGEA) », inteso a centralizzare in una banca dati tutte le procedure amministrative connesse alla pratica

## 2. Revisione dell'Ordinanza concernente gli effettivi massimi per la produzione di carne e di uova (OEmax)

Per tramite del VETO (Associazione svizzera di organizzazioni della protezione degli animali), la Lega si è schierata sulle posizioni della Protezione svizzera degli animali (PSA/STS) per fare opposizione alle nuove disposizioni previste dall'ordinanza.

Già ora un'azienda agricola può detenere 1'500 maiali e 18'000 galline. Il nuovo testo prevede che il numero massimo di animali ammessi in questi allevamenti possa essere raddoppiato in caso di raggruppamento di due aziende agricole, ossia totalizzare 3'000 maiali e 36'000 galline. Oltre agli aspetti prettamente inerenti alla protezione degli animali, abbiamo ricordato che questi allevamenti intensivi non sono difendibili né da un punto di vista ecologico né da un punto di vista sanitario.

## 3. Revisione della Legge sulla protezione degli animali (LPAn)

L'UFV ha proposto diverse modificazioni ed integrazioni di articoli di legge, in particolare relativamente ai seguenti punti :

### Modifica dell'art. 10, cpv. 2

#### « Allevamento e produzione di animali »

Attualmente il Consiglio federale emana disposizioni relativamente alla produzione ed all'allevamento di animali. Può vietare l'allevamento, la produzione o la detenzione di animali che presentano determinate caratteristiche, quali anomalie fisiche o comportamentali. Con la nuova disposizione proposta, il Consiglio federale potrà vietarne l'importa-

zione, transito, esportazione e commercializzazione, ciò che impedirebbe che questi animali possano essere importati o presentati ad esposizioni.

### Modifica dell'art. 14, cpv. 2

#### « Commercio internazionale »

Per memoria, la mozione (07.3848) del Consigliere nazionale (PDC/GE) Barthassat « Vietare il commercio e l'esportazione di pelli di gatti »

## Controlli effettuati dalla CCCPA tra il 2007 ed il 2009

**Nel 2007, sono stati effettuati 54 controlli:** 17 aziende agricole con animali di rendita, 16 canili ed allevamenti di gatti, 9 parchi zoologici, 6 commerci anche di uccelli, 6 parchi di avventura e centri ricreativi. 2 controlli hanno dato luogo ad un rapporto negativo.

**Nel 2008, sono stati effettuati 45 controlli:** 10 aziende agricole con animali di rendita, 16 canili ed allevamenti di gatti, 8 parchi zoologici, 5 commerci anche di uccelli, 6 parchi di avventura e centri ricreativi. 5 controlli hanno dato luogo ad un rapporto negativo. La CCCPA ha inoltre proceduto a 2 controlli su richiesta dell'autorità cantonale e successivamente a denunce.

Nel 2009, dopo una serie di 6 controlli svolti in agosto, la CCCPA ha deciso di sospendere ogni attività di controllo per via dei problemi riscontrati con il veterinario cantonale.

della sperimentazione animale. Si trattava di riunire informazioni sulle domande di sperimentazioni animali (formulario A), i rapporti intermedi, i controlli effettuati dall'autorità cantonale, i preavvisi delle commissioni cantonali ecc.

Grande è stata la nostra sorpresa nel constatare che l'UFV aveva chiuso l'accesso ai dati, limitandoli ad ogni singolo cantone ! Sicché, se uno scienziato inoltrava una domanda di sperimentazione animale, per esempio nel canton Berna, l'autorità e la commissione cantonale bernese erano nell'impossibilità di controllare se un esperimento simile non fosse già in corso in un altro cantone ! Avevamo vivamente contestato questi provvedimenti securitari assurdi, che di fatto non avevano altro scopo che tutelare gli interessi degli ambienti scientifici. Ai punti 7 e 8 della nostra presa di posizione avevamo richiamato all'UFV:

*«Diversi gruppi di ricerca possono svolgere gli stessi esperimenti in cantoni diversi senza saperlo. È nè più nè meno che uno spreco di animali. Gruppi di ricerca possono svolgere gli stessi esperimenti utilizzando animali diversi. Ancora una volta, è uno spreco di animali. Tra il 2006 ed il 2007, si è proceduto ad un raffronto delle pubblicazioni dei gruppi di ricerca che hanno effettuato esperimenti paragonabili. In molti casi gli esperimenti svolti in certi cantoni coinvolgevano un numero inferiore di animali. Ciò ha dimostrato:*

- a) che non vi è uniformizzazione tra le prassi cantonali ;
- b) che i ricercatori stessi ignoravano che questi esperimenti potevano essere svolti utilizzando meno animali ;
- c) che l'UFV, che eppure ha una veduta globale sulla pratica sperimentale svolta dai cantoni, non emette alcuna direttiva, non interviene presso i cantoni per accertarsi che utilizzano il minor numero richiesto di animali (art.137 OPAn).»

Un comunicato stampa comune intitolato « *Più trasparenza nelle sperimentazioni sugli animali nei laboratori svizzeri* » e divulgato da diversi organismi di protezione degli animali<sup>(1)</sup> aveva sostenuito la divulgazione delle nostre prese di posizione il 14 aprile 2009, criticando in particolare l'opacità esistente nel campo della sperimentazione animale. Nel novembre 2009, nel corso di una giornata di formazione organizzata dall'UFV per i membri delle commissioni cantonali sulla sperimentazione animale, i nostri due rappresentanti hanno interpellato i rappresentanti dell'UFV sull'inutilità del loro progetto di banca dati e sullo scarso dinamismo di questo ufficio. Quest'ultimo ha difeso fiaccamente il suo progetto, sostenendo la scarsa utilità per le commissioni cantonali di avere libero accesso a questi dati.

Siamo dunque stati molto soddisfatti nel prendere visione dell'art 35 b in quanto per finire consente alle commissioni cantonali un accesso « illimitato » ai dati registrati. Nella sua esposizione dei motivi, l'UFV osa addirittura la formulazione seguente:

*«Conferire alle commissioni cantonali per gli esperimenti sugli animali la possibilità di consultare le domande di sperimentazione inoltrate negli altri cantoni, equivale a migliorare la protezione degli animali nel campo della sperimentazione animale (cpv.3). In effetti le informazioni provenienti dagli altri cantoni possono essere di prezioso aiuto per le commissioni cantonali chiamate a valutare le domande di autorizzazione che sono loro sottoposte».*

Resta da verificare se la stesura degli articoli 20a e 35b risulta da una reale volontà dell'autorità federale di fare un poco più di chiarezza sulla pratica della sperimentazione animale. E soprattutto se in futuro conta di dotarsi dei mezzi di opporsi a tutti questi esperimenti assurdi che non avrebbero mai dovuto essere autorizzati in certi cantoni. Se l'UFV sembra animato da una reale volontà di difendere l'attuazione della legislazione sulla protezione degli animali, ha però anche dimostrato più volte di mancare di coraggio.

Il comitato di redazione

(1) Animalfree Research, Aerztinnen und Aerzte für Tierschutz in der Medizin, Koordination Kantonaler Tierschutz Zürich, Lega svizzera contro la vivisezione, Stiftung für das Tier im Recht e la Zürcher Tierschutz

## Una vera e propria stoccata alla corrida

Una prima breccia nella pratica della tauromachia è stata aperta dal Parlamento Catalano il 28 luglio 2010. Con 68 voti favorevoli (55 contrari e 9 astensioni), i deputati hanno accettato la proposta di legge volta a vietare le corrida, frutto di un'«Iniziativa legislativa popolare» (ILP) che aveva raccolto 180'000 firme catalane. Questa iniziativa reclamava una revisione della legge catalana di protezione degli animali che vieta di uccidere o maltrattare gli animali nel corso di spettacoli pubblici, ad eccezione delle corse di tori.

Se l'arcipelago delle Canarie aveva già vietato la tauromachia nel 1991, la decisione catalana – terra che accoglie in particolare la Monumental, celebri arene barcellonesi, è un grave colpo inferto a questa pratica crudele: tutte le corrida vi saranno proibite a partire da gennaio 2012.

Gli ambienti taurini, che ora temono il « contagio » alle altre regioni spagnole, commentano questa decisione che ai loro occhi equivale ad un atto nazionalista, una specie di capriccio di una regione ricca che sogna di fare secessione dal resto della Spagna. Se la decisione catalana è indubbiamente almeno in parte un voto di sfiducia, i numerosi sondaggi realizzati in seguito a questa votazione rivelano un disinteresse sempre più marcato per la corrida. Se una debole maggioranza di spagnoli continuano ad opporsi ad un divieto totale della tauromachia, oggi sono una maggioranza a disinteressarsene completamente.

### Barcellona «città antitaurina»

Il rifiuto della corrida in Catalogna scaturisce da un progetto avviato già anni orsono. Nell'aprile 2004, la municipalità di Barcellona si dichiara "città antitaurina". Decine di città catalane decidono di seguire il suo esempio e le arene sono chiuse una dopo l'altra. Gli organismi di protezione degli animali moltiplicano le azioni davanti alla Monumental di Barcellona, ultime arene ad organizzare corrida. Manifestazioni, sfilate di militanti interamente Pitturati di rosso per evocare la barbarie di questi spettacoli: regolarmente sono indette azioni volte a sensibilizzare la popolazione sulla crudeltà delle corrida. Nel 2009, sulle 900 grandi manifestazioni taurine organizzate in Spagna, soltanto 16 si sono svolte in Catalogna.

### Ambasciatore mondiale delle corrida

Per la prima corrida spagnola, il messicano Arturo Macias si è fatto incornare la gamba destra il 13 marzo scorso a Valencia. Seconda corrida e seconda incornata un mese dopo a Siviglia. Tre giorni prima della votazione catalana, il messicano ha nuovamente brillato nelle arene facendosi nuovamente incornare, al momento della stoccata. Pur essendo riuscito a sbarazzarsi di questo individuo che lo trafiggeva con lance affilate, il toro è stato ucciso. Quanto al messicano, trasportato in ospedale, « *la sua vita non è in pericolo* ».



Ultima incornata per Arturo Macias il 25 luglio 2010, nell'arena di El Puerto de Santa María.

► Lancia della petizione contro il consumo di cosce di rana

# « No grazie, Non nel mio piatto! »

**Un miliardo. Tanti sono i batraci catturati ogni anno nel loro ambiente naturale per il consumo umano. Se la Francia e gli Stati Uniti ne sono i principali importatori, tra 8 e 10 milioni di rane alimentano il mercato svizzero, in provenienza da Indonesia e Turchia. La più grossa quantità è consumata in Svizzera romanda.**

## Squilibrio ecologico

Cacciate di notte, le rane sono catturate con reti o ganci, ammucchiate a centinaia in sacchi. Molte muoiono durante il trasporto. Saranno comunque state più fortunate delle loro congneri tagliate a pezzi vive. Separati dalle zampe, i tronchi sono gettati in secchi in cui gli animali agonizzano per diversi minuti. Il 90% delle cosce di rana importate in Svizzera provengono dall'Indonesia e sono consegnate congelate. Con una produzione annua di 5'000 tonnellate, l'Indonesia è il primo esportatore mondiale. Il prelievo di una tale quantità di batraci genera un grave squilibrio ecologico, senza che però nulla sia fatto non fosse altro che per limitare le catture. La proliferazione di insetti, vettori di malattie, si ripercuote negativamente sulla salute di popolazioni e colture che pertanto necessitano un consumo sempre più intensivo di insetticidi.

## Azioni contro il consumo di cosce di rana



La Società per la protezione degli animali del canton Vaud (SVPA) aveva già indetto una campagna stampa contro questo commercio nel novembre 2009.

L'11 dicembre successivo, la Consigliera nazionale basilese Maya Graf (Verdi) ha depositato al Parlamento federale un'interpellazione (09.4290) su questa tematica in cui si faceva presente che stando alle statistiche dell'amministrazione federale delle dogane « 150 tonnellate di cosce di rana sono importate ogni anno in Svizzera ciò che rappresenta tra 7,5 e 10 milioni di animali all'anno. Soltanto le zampe posteriori della rana sono commestibili, il resto, ossia circa l'80 % è trattato come scarti. Per un pranzetto, bisogna dunque sacrificare 6 rane ». La consigliera nazionale esortava il Consiglio federale a rispondere ai seguenti interrogativi:

« Quante rane vive sono attualmente importate e sacrificate in Svizzera per esservi consumate? Secondo il Consiglio federale, il trasporto di rane vive esclusivamente a fini culinari è giustificato? Quali metodi sono posti in opera per stordire ed uccidere le rane in Svizzera ed all'estero? Rispetto alla totalità delle rane importate in Svizzera per consumo culinario, quale è la proporzione di animali d'allevamento? Come

è possibile allevare tali quantità di rane idonee al consumo? In quali paesi si situano questi allevamenti ed in quali condizioni le rane vi sono detenute? Chi controlla questi allevamenti ed in che modo si svolgono i controlli? Milioni di animali sono catturati per "piatti prelibati" ciò che mette ancor più a repentaglio le popolazioni di anfibi, peraltro già minacciate. Cosa ne pensa il Consiglio federale? Che cosa propone il Consiglio federale per diminuire le importazioni ed il consumo di rane? »

Il 3 febbraio 2010, il Consiglio federale ha apportato le seguenti risposte:

« Circa 450 000 rane vive sono importate ogni anno in Svizzera per essere uccise (provenienti principalmente dalla Turchia).

Le cosce di rana sono prodotti alimentari di origine animale. Quando tutte le condizioni legali sono riunite, i trasporti di rane vive – come in generale degli animali vivi destinati alla produzione di prodotti alimentari – sono accettabili.

In Svizzera, le rane vive sono generalmente sottoposte ad un raffreddamento a bassa temperatura prima di essere decapitate. L'efficacia del raffreddamento per ridurre la sensibilità delle rane al dolore non è stata oggetto di alcun studio scientifico approfondito per il momento. Questo metodo è utilizzato anche all'estero. In certi casi, le rane sono stordite con scossa elettrica prima di essere decapitate. Le rane vive importate in Svizzera sono state catturate nella natura. Non si conosce la quantità di rane appositamente allevate per la produzione di prodotti alimentari.

Il consumo di cosce di rana rientra nella sfera delle responsabilità individuali. Nella misura in cui la legislazione sulla protezione degli animali e quella sui prodotti alimentari sono osservate, il Consiglio federale non ritiene necessario assumere provvedimenti. »

All'origine delle informazioni comunicate a Maya Graf, il Centro di coordinamento per la protezione degli anfibi e dei rettili in Svizzera (KARCH), fa presente che le azioni indette si sono sempre scontrate ad una forte opposizione da parte degli eletti romandi. Peraltro il Consiglio federale motiva la propria inazione adducendo che « il consumo di cosce di rana rientra nella sfera delle responsabilità individuali ». Ecco dunque un buon motivo per firmare e far firmare questa



In onda il 9 aprile 2010 sulla Télévision Suisse Romande, il servizio svelava le terribili condizioni di trasporto e detenzione delle rane importate vive dalla Turchia per essere uccise nella "Pisciculture des enfers" a Le Locle (NE).



L'addetto della piscicoltura dice di decapitare "1 600 rane all'ora".  
Soffrono? "No, non credo".



Le rane sono dissanguate e tagliate a pezzi. Soltanto le zampe posteriori sono destinate al consumo. Il resto, ossia l'85% del corpo, viene incenerito come rifiuto.

petizione. Speriamo di poterla depositare alla cancelleria federale con il maggior numero possibile di firme perché il consumo delle cosce di rana non è l'auspicio della maggioranza dei romandi bensì di un'infima minoranza. E questo commercio che genera tante sofferenze e crea un terribile squilibrio ecologico, per un piacere così piccolo, può essere soppresso senza rimpianti !



# Petizione

## Cosce di rana No grazie, non nel mio piatto!

**In Svizzera, 150 tonnellate di cosce di rana sono importate ogni anno dall'Indonesia per consumo alimentare, ciò che comporta l'uccisione di 8 milioni di animali.  
Inoltre 500'000 rane sono importate vive dalla Turchia.**

Sono catturate nella natura e spedite in Svizzera in cassette a bassa temperatura, senza il minimo controllo sanitario. Sono poi consegnate alle pisciculture per esservi uccise. Prima si seziona la testa, poi le si gira per sezionare le zampe posteriori con forbici appuntite. Le teste ed i tronchi sono poi incenerite. Tutto questo questo è conosciuto ed autorizzato. Quello che è un piacere piccolo e solo per pochi, può però avere pesanti conseguenze. In Indonesia, l'esportazione massiccia di batraci ha generato un grave squilibrio ecologico, favorendo la proliferazione di insetti, vettori di malattie per la popolazione. Gli agricoltori sono obbligati ad utilizzare pesticidi per tutelare i loro raccolti. Per questo motivo, l'India ha vietato l'esportazione delle sue rane.

**Con assoluta cognizione di causa, chiedo il divieto dell'importazione dei batraci per consumo alimentare.  
Mi impegno a rispettare le rane indigene ed il loro ambiente. Grazie a queste misure, desidero tutelare il loro ruolo ecologico per l'ecosistema.**

	Cognome, Nome	Indirizzo	Firma
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

**Termine di raccolta delle firme : 31 maggio 2011.** Lancio della petizione: 1° giugno 2010. Sono abilitate a firmare una petizione: tutte le persone senza distinzione di indirizzo, nazionalità o età. Per il rinvio delle petizioni o per ottenere esemplari supplementari:  
LSCV, CP 148, CH - 1226 Thônex • T 022 349 73 37 • admin@lscv.ch • www.lscv.ch

Petizione sostenuta da:



**Petizione avviata da Sylvie Benoît, che ne garantisce l'intero iter.**  
Genesi di questa azione:

« La motivazione di questa petizione fa seguito alla diffusione, ai primi aprile, sulla Télévision Suisse Romande, di una trasmissione sull'importazione ed il commercio delle cosce di rana. In questa trasmissione si vedevano rane importate vive, condizionate ed uccise in una piscicoltura di Le Locle. Ho ricevuto molte telefonate di persone sdegnate che chiedevano l'intervento della Lega contro questo commercio. Mi sono messa in contatto con il servizio veterinario di Neuchâtel che mi ha confermato che l'importazione e l'uccisione di questi animali sono perfettamente legali in Svizzera.

Proseguendo le mie ricerche, mi sono interessata alle quantità importate. Sentendo parlare di « tonnellate », stentavo a crederci perché ce ne vogliono di cosce di rana per ottenere una tonnellata! Quando ho scoperto la quantità di cosce importate, sono rimasta sbalordita. 150 tonnellate solo per la Svizzera ciò che rappresenta milioni di rane! Provate a chiederlo intorno a voi, nessuno immagina né il numero di animali né il disastro ecologico generato dalla cattura di tutti questi batraci. È probabile che nemmeno gli amatori di cosce di rana ne siano coscienti. È peraltro piuttosto ipocrita tollerare questo tipo di commercio per un semplice « piacere culinario », allorché nel nostro paese la cattura di rane è rigorosamente vietata! L'alimentazione è un aspetto della civiltà, e voglio crederci, della sua evoluzione. Attraverso la scelta che facciamo, possiamo far pendere la bilancia. Il problema delle rane riguarda tutti noi perché è planetario. Con la nostra bocca, stiamo distruggendo animali utili per il loro ambiente. Con la nostra ignoranza, perpetuiamo tradizioni alimentari nocive. Se la sofferenza di questi batraci, la loro cattura nel loro ambiente vitale per atterrare nei nostri piatti fossero portate a conoscenza degli amatori di cosce di rana, dubito che sarebbero in molti a continuare a mangiarne. È uno dei motivi per i quali abbiamo deciso di lanciare questa petizione ».



#### ► Sperimentazioni animali

# Scompaiono le rane in Egitto

Allorchè si osserva un'esplosione demografica in Egitto, altri esseri viventi sono minacciati di scomparire. Le rane vivevano numerose nelle acque del Nilo e da sempre le si sente gracchiare in tutto il paese. Ma da qualche anno, questo suono è praticamente scomparso.

Il Dott. Samy Zalat, docente di diversità biologica e biologia evolutiva presso il Ministero dell'ambiente, è stato il primo a denunciare il fatto. Spiega che questi anfibi sono esposti a diverse minacce. Cita l'esplosione demografica, che ha contribuito in gran parte ad annientarne l'habitat naturale, nonché l'utilizzazione di pesticidi, che finiscono nelle fognature ed avvelenano o mutilano questi animali. Altri predatori quali serpenti, lucertole, addirittura gli uccelli, mettono in pericolo le rane. Il più pericoloso è forse il gambero della Luisiana (*procambarus clarkii*). Questo crostaceo, originario dell'America del Sud, ha infestato il Nilo e si nutre principalmente di girini, ciò che perturba fortemente l'ecosistema. Ma il Dott. Zalat dichiara:

« Il vero problema è la cattura intensiva di rane per le dissezioni nelle università egiziane ».

## Lavori pratici e dissezioni

L'animale più utilizzato per le dissezioni in Egitto è indubbiamente la rana. La sua cattura è facile ed il suo immagazzinaggio poco costoso. Per di più, la sua morfologia è molto simile a quella della maggior parte dei mammiferi.

Tutte le università egiziane danno corsi di dissezione nelle facoltà di medicina e farmacologia. Stando ad un studio svolto dal Dott. Zalat, gli studenti delle diverse facoltà procedono alla dissezione di circa quindici rane all'anno.

« Tenuto conto che vi sono in media 6000 studenti in ogni liceo scientifico, oltre alle tredici università pubbliche ciascuna delle quali possiede diverse facoltà scientifiche, il numero di rane utilizzate annualmente per le dissezioni è stimato a 1,1 milioni » spiega il Dott. Zalat.

Per di più, non tutte le rane sono utilizzate. Stando al Dott. Zalat, si può dunque stimare il numero reale a 1,5 milioni di animali.

Rashed El-Refaey, raccoglitore di rane « di padre in figlio », poteva vivere della cattura di questi anfibi rivendendoli alle facoltà scientifiche. Riconosce che c'è un problema: « Le facoltà dell'Università del Cairo ordinano 250'000 rane all'anno. Le catture si svolgono 9 mesi all'anno e non si tiene nemmeno più conto del periodo di riproduzione. Diventa difficile oggi guadagnarmi la vita con la semplice



raccolta di questi animali. Devo spingermi fino al sud dell'Egitto per trovarne ancora ».

## Condizioni di detenzione disastrose

Migliaia di rane sono stipate in piccoli bacini ed il 10% degli animali muore di asfissia, stima il Dott. Zalat : « Il modo di trattare le rane durante le dissezioni è contrario alla religione. Accade che si sveglino durante una sperimentazione. Per di più non vi sono istruzioni per quanto riguarda gli animali dopo l'utilizzazione. Solitamente, sono buttati nella spazzatura ». Interrogata, una studentessa di farmacologia spiega: « Non mi piacciono le dissezioni sulle rane. Ho l'impressione di uccidere un essere vivente. Ma in quanto studentessa, quello che conta sono gli studi e la riuscita. Me ne frego dell'ambiente ».

Un'altra studentessa:

« Come possono scomparire visto il numero di uova che depongono? » « Anche se le rane depongono un gran numero di uova, solo il 10% sopravvive » risponde il Dott. Zalat. « E di questo 10% ne preleviamo una grande quantità per le nostre dissezioni ».

Secondo lui, la loro scomparsa genererà uno squilibrio dell'ecosistema:

« Le rane ed i girini svolgono un ruolo importante nella catena alimentare. Sono importanti anche per contenere l'esplosione di zanzare e mosche ».

## Modelli informatici per sostituire le rane

Altre specie animali, quali serpenti e scorpioni, sono già scomparse dalla costa mediterranea. Durante una conferenza stampa, è stato lanciato un progetto che consente di utilizzare i computer al posto degli animali. Ma in attesa che questo progetto diventi realtà, le catture di rane proseguono.

« Dieci anni fa, riuscivo a raccogliere 1000 rane in un'ora » aggiunge Rashed El-Refaey. « Qualche mese fa, 4 persone hanno impiegato 4 giorni per raccoglierne 140. Temo che un bel giorno saremo obbligati ad importarle dagli Stati Uniti per soddisfare le richieste delle università egiziane ».

Resoconto di un articolo del « Turkish Weekly » - Ankara, pubblicato nell'aprile 2007, e tradotto

# INVITATION

## Assemblée générale extraordinaire

Samedi 18 septembre 2010 à 14h00

Bureau de la Ligue suisse contre la vivisection  
Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex  
(Bus 27 à la Gare Cornavin: arrêt Sous-Moulin)  
Parking de 300 places

### Ordre du jour

#### 1. Modification de l'article 14 des statuts de la Ligue de 1978 (signatures collectives) soit:

Article 14 (nouveau)

La Ligue est valablement engagée vis à vis des tiers par la signature collective à deux de son Président, Vice-président, Secrétaire ou Trésorier.

(Article 14 (ancien): La Ligue est valablement engagée vis à vis des tiers par la signature de son Président ou Vice-président signant collectivement avec le Secrétaire ou le Trésorier).

#### 2. Election d'un/d'une secrétaire du comité

##### Cette invitation tient lieu de convocation

Un contrôle des membres sera effectué à l'entrée.  
Présentation de la première page du journal avec votre nom et numéro de membre obligatoire.

# EINLADUNG

## Ausserordentliche Generalversammlung

Samstag, 18. September 2010 um 14:00 Uhr

### Büro der Schweizer Liga gegen Vivisektion

Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex  
(Bus 27 vom Bahnhof Cornavin: Haltestelle Sous-Moulin)  
300 Parkplätze im gleichnamigen Parkhaus

### Traktanden

#### 1. Änderung von Artikel 14 der Statuten der Liga von 1978 (Kollektivunterschriften):

Artikel 14 (Neu)

Die Liga ist Dritten gegenüber durch die Kollektivunterschrift zu zweien ihres Präsidenten, Vizepräsidenten, Sekretärs oder Kassiers rechtlich verpflichtet.

(Artikel 14 (alt): Die Liga ist Dritten gegenüber rechtlich verpflichtet durch die kollektive Unterschrift ihres Präsidenten oder Vizepräsidenten zusammen mit derjenigen des Sekretärs oder Kassiers).

#### 2. Wahl eines Sekretärs/einer Sekretärin des Komitees.

##### Diese Einladung gilt als offiziell.

Eine Mitgliederkontrolle erfolgt am Eingang.  
Wir bitten Sie, die erste Seite dieser Zeitung mit Namen und obligatorischer Mitgliedernummer vorzuweisen.

# INVITO

## Assemblea generale straordinaria

Sabato 18 settembre 2010 alle ore 14

### Sede della Lega svizzera contro la vivisezione

Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex  
(Bus 27 dalla stazione Cornavin: fermata Sous-Moulin)  
Parcheggio di 300 posti

### Ordine del giorno

#### 1. Modifica dell'articolo 14 dello Statuto della Lega del 1978 (firme collettive) ossia:

Articolo14 (nuovo)

La Lega è validamente impegnata dinanzi a terzi dalla doppia firma del Presidente, vice-Presidente, segretario(a) o tesoriere(a).

(Articolo 14 (vecchio): La Lega è validamente impegnata dinanzi ai terzi dalla firma del presidente o del vice-presidente che firmano collettivamente col segretario o col tesoriere).

#### 2. Elezione di un(a) segretario(a) del comitato.

##### Il presente invito funge da convocazione

Si procederà ad un controllo dei soci all'entrata.  
Presentazione obbligatoria della prima pagina del giornale con il vostro nome e numero di socio.

